



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions Travaux
publics et Services gouvernementaux Canada
Pacific Region
401 - 1230 Government Street
Victoria, B.C.
V8W 3X4
Bid Fax: (250) 363-3344

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada - Pacific
Region
401 - 1230 Government Street
Victoria, B. C.
V8W 3X4

Title - Sujet Aluminum Boats	
Solicitation No. - N° de l'invitation F2441-170021/B	Amendment No. - N° modif. 003
Client Reference No. - N° de référence du client F2441-170021	Date 2018-08-17
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$XLV-166-7537	
File No. - N° de dossier XLV-7-40184 (166)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-08-27	Time Zone Fuseau horaire Pacific Daylight Saving Time PDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Castle, David G.	Buyer Id - Id de l'acheteur xlv166
Telephone No. - N° de téléphone (250) 217-6555 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation
F2441-170021/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F2441-170021

Amd. No. - N° de la modif.
003
File No. - N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur
xlv166
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Solicitation Amendment 003

Cette modification à la demande de soumissions vise à apporter les modifications suivantes:

1. Réviser la quantité de bateaux requise de trois (3) à deux (2) et modifier la date de livraison du 1er mars 2019 au 31 mars 2019.

Les sections affectées sont; 1.2 Résumé, clauses du contrat subséquent, section 7.1 Résumé et 7.4.3 Date de livraison, ainsi que l'annexe B et l'annexe H.

Une demande de proposition révisée complète a été jointe.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	III
1.1 INTRODUCTION	III
1.2. ÉNONCÉ DES TRAVAUX	III
1.3. COMPTE RENDU	IV
PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	IV
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	IV
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS.....	VI
2.3. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS - EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	VII
2.4. LOIS APPLICABLES	VII
2.5 AMÉLIORATIONS APPORTÉES AUX BESOINS PENDANT LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	VII
PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	VIII
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	VIII
3.1.1 OPTION 1 : PRÉPARATION ÉLECTRONIQUE DES SOUMISSIONS.....	VIII
3.1.2. OPTION 2 : PRÉPARATION SUR PAPIER DES SOUMISSIONS.....	VIII
3.2 SECTION I : SOUMISSION TECHNIQUE	VIII
3.4 SECTION III : SOUMISSION FINANCIÈRE.....	XIII
3.5 SECTION IV : ATTESTATIONS	XIII
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....	XIV
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	XIV
4.2. MÉTHODE DE SÉLECTION	XIV
PARTIE 5 - ATTESTATIONS.....	XV
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION.....	XV
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	XV
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES.....	XVI
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	XVI
6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE	XVI
6.3 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	XVI
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	XVI
7.1 ÉNONCÉ DES BESOINS TECHNIQUES	XVII
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	XVII
7.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	XVII
7.4 DURÉE DU CONTRAT	XVII
7.5 RESPONSABLES.....	XVIII
7.6 PAIEMENT	XIX
7.7 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION - DEMANDE DE PAIEMENT PROGRESSIF	XXI
7.8 ACCEPTATION DES TRAVAUX.....	XXI
7.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	XXII
7.10 LOIS APPLICABLES	XXIII
7.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	XXIII
7.12 NIVEAUX DE QUALIFICATION.....	XXIII
7.13 SYSTÈMES DE GESTION DE LA QUALITÉ	XXIII
7.14 RÉUNION POSTÉRIEURE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	XXIII

7.15	CALENDRIER DU PROJET	XXIII
7.16	RAPPORTS PÉRIODIQUES.....	XXIV
7.17	RÉUNIONS D'AVANCEMENT.....	XXIV
7.18	RÉUNIONS D'EXAMEN DE L'AVANCEMENT	XXIV
7.19	CLAUDE DU GUIDE DES CCUA.....	XXV
7.20	MANUELS.....	XXV
7.21	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	XXV
7.22	INSPECTION AND ACCEPTANCE	XXVIII
7.23.	ACCEPTATION.....	XXIX
7.24	MATÉRIEL FOURNI PAR LE GOUVERNEMENT.....	XXIX
ANNEXE – A - ÉNONCÉ DES BESOINS TECHNIQUES		XXX
ANNEXE – B – BASE DE PAIEMENT		22
ANNEXE - C – QUESTIONS DES SOUMISSIONNAIRES ET RÉPONSES DU CANADA.....		25
ANNEXE - D – LISTE DES SOUS-TRAITANTS.....		26
ANNEXE - E - DETAILED FINANCIAL BID PRESENTATION SHEET		27
ANNEXE – F – LISTE DE VÉRIFICATION DE L'OFFRE		30
ANNEXE - G - DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....		31
ANNEXE - H - PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION		32

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations : comprend les attestations à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
- Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des besoins techniques, la Base de paiement, la liste de sous-traitants, les questions du soumissionnaire et les réponses du Canada à l'égard de l'attestation au Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, les exigences en matière d'assurance.

1.2. Énoncé des travaux

Peches et Océans Canada a besoin de la fourniture et de la livraison de un bateaux alum de 9.75 – 10.4m mètres, avec remorques, conformément à l'énoncé des travaux en annexe A et aux modalités d'inspection en annexe C, Inspection/assurance de la qualité/contrôle de la qualité. Tous les produits doivent être livrés au plus tard le 31 mars 2019.

Une unité doit être livrée à la MPO Winnipeg, Mb.

1.2.1 Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi

Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; veuillez-vous référer à la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent et l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation.

1.2.2 Soumission Électronique des soumissions

Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postel offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

1.2.3 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC), de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

1.3. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003, (2017-06-20) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.1.1 Période de validité des soumissions

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 90 jours

Les instructions uniformisées 2003 sont modifiées comme suit :

- L'article 05, Présentation des soumissions, est modifié comme suit
 - Le paragraphe 1 est entièrement supprimé et remplacé par ce qui suit : « Le Canada exige que chaque soumission, à la date et à l'heure de clôture de la demande de soumissions ou sur demande de l'autorité contractante, soit signée par le soumissionnaire ou par son représentant autorisé. Si une soumission est présentée par une coentreprise, elle doit être conforme à l'article 17. »
 - L'alinéa 2d. est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit : « de faire parvenir sa soumission uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) indiqué dans la demande de soumissions ou à l'adresse indiquée dans la demande de soumissions, selon le cas; »
 - L'alinéa 2e. est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit : « de veiller à ce que le nom du soumissionnaire, l'adresse de l'expéditeur, le numéro de la demande de soumissions ainsi que la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions soient clairement indiqués dans la soumission; et »
 - L'article 06, Soumissions déposées en retard, le texte est entièrement supprimé et remplacé par le texte suivant : « TPSGC renverra ou supprimera les soumissions livrées après la date et l'heure de clôture stipulées dans la demande de soumissions, à moins que ces soumissions ne soient considérées comme des soumissions retardées selon les circonstances énoncées à l'article 07. Les soumissions physiques déposées en retard transmises par un moyen autre que le service Connexion postal de la Société canadienne des postes seront renvoyées. Les soumissions transmises électroniquement, en retard, seront supprimées. Par exemple, les conversations initiées par le Module de réception des soumissions à l'aide du service Connexion postal de la Société canadienne des postes relatifs à une
-

soumission déposée en retard seront supprimées. Des registres seront conservés pour documenter l'historique des transactions des soumissions déposés en retard à l'aide du service Connexion postal.

»

- L'article 07, Soumissions retardées, est modifié comme suit :
 - Le paragraphe 1 est supprimé et remplacé par le suivant :
 1. Une soumission livrée au Module de réception des soumissions désigné après la date et l'heure de clôture dans la demande de soumissions, mais avant l'attribution du contrat, peut être prise en considération, à condition que le soumissionnaire puisse prouver que le retard est dû uniquement à un délai de livraison dont la Société canadienne des postes (SCP) (ou l'équivalent national d'un pays étranger) est responsable. On ne considère pas que les compagnies privées de courriers (i.e. Purolator Inc., Fedex Inc., etc.) fassent partie de la SCP pour l'application de cet article sur les soumissions retardées.
 - a. Les seules preuves acceptées par TPSGC pour justifier un retard dû au service de la SCP sont les suivantes :
 - i. un timbre à date d'oblitération de la SCP;
 - ii. un connaissance de Messageries prioritaires de la SCP;
 - iii. une étiquette Xpresspost de la SCP;qui indique clairement que la soumission a été envoyée avant la date de clôture de la demande de soumissions.
 - b. La seule preuve d'un retard du service Connexion postal généré par le système de la Société canadienne des postes (SCP) qui sera accepté par TPSGC est un dossier du service Connexion postal de la SCP avec la date et l'heure dans une conversation Connexion postal, qui démontre clairement que la soumission a été envoyée avant la date et l'heure de clôture des soumissions.
1. Connexion postal
 - a. Sauf indication contraire dans la demande de soumissions, les soumissions peuvent être transmises à l'aide du service Connexion postal fourni par la Société canadienne des postes (https://www.canadapost.ca/web/fr/products/details.page?article=epost_connect_send_a)
 - i. TPSGC Bureaux régionaux : L'unique adresse courriel au moyen du service Connexion postal pour transmettre les soumissions pour répondre aux demandes de soumissions émises par les bureaux régionaux de TPSGC est indiquée dans la demande de soumissions.
 - b. Pour transmettre une soumission à l'aide du service Connexion postal, le soumissionnaire doit utiliser une des deux options suivantes :
 - i. envoyer directement sa soumission uniquement au Module de réception des soumissions précisé de TPSGC à l'aide de sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal en vigueur entre son entreprise et la Société canadienne des postes; ou
 - ii. envoyer dès que possible, et, en tout cas, au moins six jours ouvrables avant la date de clôture de la demande de soumissions (pour permettre la certitude d'une réponse), un courriel qui contient le numéro de la demande de soumissions au Module de réception des soumissions précisé de TPSGC pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postal. Les demandes d'ouverture de conversation Connexion postal reçues après cette date pourraient rester sans réponse.
 - c. Si le soumissionnaire envoie un courriel demandant le service Connexion postal au Module de réception des soumissions, spécifié dans la demande de soumissions, un agent du Module de réception des soumissions entamera alors la conversation Connexion postal. La conversation du service Connexion postal créera une notification par courriel de la Société canadienne des postes invitant le soumissionnaire à accéder au message dans la conversation, et prendre les actions nécessaires pour répondre. Le soumissionnaire pourra transmettre sa soumission en réponse à la notification à n'importe quel moment avant la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions.

- d. Si le soumissionnaire utilise sa licence d'entreprise en vigueur pour envoyer sa soumission, il doit maintenir la conversation Connexion postel ouverte jusqu'à au moins trente jours ouvrables suivant la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions.
- e. Le numéro de la demande de soumissions devrait être indiqué au champ réservé à la description dans toutes les transmissions électroniques.
- f. Il est important de savoir qu'il faut avoir une adresse postale canadienne pour utiliser le service Connexion postel. Si le soumissionnaire n'en a pas, il peut utiliser l'adresse du Module de réception des soumissions indiquée dans la demande de soumissions pour s'inscrire au service Connexion postel.
- g. Dans le cas des transmissions par le service Connexion postel, le Canada ne pourra pas être tenu responsable de tout retard ou panne touchant la transmission ou la réception des soumissions. Entre autres, le Canada n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :
 - i. réception d'une soumission brouillée, corrompue ou incomplète;
 - ii. disponibilité ou condition du service Connexion postel;
 - iii. incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et celui utilisé pour la réception;
 - iv. retard dans la transmission ou la réception de la soumission;
 - v. défaut de la part du soumissionnaire de bien identifier la soumission;
 - vi. illisibilité de la soumission;
 - vii. sécurité des données contenues dans la soumission; ou
 - viii. incapacité de créer une conversation électronique par le service Connexion postel.
- h. Une soumission transmise par le service Connexion postel constitue la soumission officielle du soumissionnaire et doit être conforme à l'article 05. »

2.1.2 Clauses du Guide des CCUA

A9125T - Convention collective valide 2007-05-25
 B1000T - Condition du matériel – soumission 2014-06-26

2.1.3 Produits équivalents

1. Les produits dont la forme, l'ajustage, la fonction et la qualité sont équivalents aux articles spécifiés dans la demande de soumissions seront pris en considération si le soumissionnaire :
 - a. indique la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce du produit de remplacement;
 - b. déclare que le produit de remplacement est entièrement interchangeable avec l'article indiqué;
 - c. fournit les caractéristiques complètes et les imprimés descriptifs pour chaque produit de remplacement;
 - d. présente une déclaration de conformité comprenant des caractéristiques techniques qui montrent que le produit de remplacement répond à tous les critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions, et;
 - e. indique clairement les parties des caractéristiques et des imprimés descriptifs qui confirment que le produit de remplacement est conforme aux critères de rendement obligatoires.
2. Les produits offerts comme équivalents sur les plans de la forme, de l'ajustage, de la fonction et de la qualité ne seront pas pris en considération si :
 - a. la soumission ne fournit pas toute l'information requise pour permettre à l'autorité contractante de pleinement évaluer l'équivalence de chaque produit de remplacement, ou;
 - b. le produit de remplacement ne répond pas aux critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions visant l'article en question ou ne les dépasse pas.
3. Lorsque le Canada évalue une soumission, il peut, sans toutefois y être obligé, demander aux soumissionnaires qui offrent un produit de remplacement de démontrer, à leurs propres frais, que le produit de remplacement est équivalent à l'article indiqué dans la demande de soumissions.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) indiqué ci-dessous au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

1) Soumission sur papier

Module de réception des soumissions
Services publics et Approvisionnement Canada
401 – 1230, rue Government
Victoria (C.-B.) V8W 3X4

2) Soumission électronique

Adresse électronique du service Connexion postal :

TPSGC.RPReceptiondessoumissions-PRBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Notice to bidders: All bids to be delivered electronically to BRUs must be through the use of epost Connect service in order to meet Canada's privacy security requirements.

2.3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 5 jours avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur dans la **Colombie Britannique** et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard 5 jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

3.1.1 OPTION 1 : Préparation électronique des soumissions

Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des Instructions uniformisées 2003 incorporées par référence. Les soumissionnaires doivent de soumettre leur soumission dans une transmission unique. Le service Connexion postel a la capacité de transmettre plusieurs documents par transmission jusqu'à un maximum de 1 Go par document.

Le Canada demande que les documents soient identifiés, groupés et présentés en sections distinctes comme suit :

- Section I : Soumission technique
- Section II : Soumission de gestion
- Section III : Soumission Financière
- Section IV : Attestations

3.1.2. OPTION 2: Préparation sur papier des soumissions

Si le soumissionnaire choisit de transmettre sa soumission sur papier, le Canada demande que la soumission soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

- Section I : Soumission technique – deux (2) exemplaires papier
- Section II : Soumission de gestion financière – deux (2) exemplaire papier
- Section III : Soumission financière
- Section III : Attestations – un (1) exemplaire papier

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci- après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

3.2 Section I : Soumission technique

L'énoncé des besoins techniques, à l'annexe A, est entièrement obligatoire. Dans leur soumission technique, les soumissionnaires doivent démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Ils doivent démontrer leur capacité d'effectuer les travaux de façon complète, concise et claire.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de simplement reprendre les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation

de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les répétitions, les soumissionnaires peuvent rappeler les différentes sections de leur offre où ils ont déjà traité certains sujets, en précisant le paragraphe et le numéro de page.

La soumission technique doit démontrer que les navires seront entièrement aptes à prendre la mer, exploitables et conformes à tous égards aux objectifs prévus.

3.2.1 Liste de vérification de l'offre et confirmation technique

Les soumissionnaires doivent remplir aux fins de la soumission l'**annexe F – LISTE DE VÉRIFICATION DE L'OFFRE** et la joindre à la soumission.

3.3 Section II : Soumission de gestion

Dans leur soumission de gestion, les soumissionnaires doivent décrire leur capacité, leur expérience et leur équipe de gestion de projet en fournissant tous les documents exigés dans les articles suivants.

Le soumissionnaire doit choisir une des options suivantes pour sa soumission.

3.3.1 OPTION 1 : Expérience en construction de navires (le même type construit les 8 dernières années)

Le soumissionnaire devra fournir la preuve objective qu'il a une capacité manifeste en matière de construction des navires de la taille, du type et de la complexité faisant l'objet de la présente DP, en fournissant de l'information détaillée sur au moins 2 navires construits au cours des 8 dernières années. Les prototypes de coques ne satisfont pas à cette exigence. La soumission doit contenir les détails suivants pour chaque navire offert pour prouver la capacité de construction :

- a) plans de la disposition générale;
- b) photographies;
- c) références;
- d) plaques du constructeur (s'il y a lieu);
- e) numéros d'identification de la coque pour confirmer plusieurs fabrications.

3.3.2 Capacité en dessin de constructions navales et en génie maritime

Le soumissionnaire doit fournir la preuve objective sous la forme d'une déclaration signée par un représentant autorisé du soumissionnaire qu'il a soit :

- a) des capacités internes en dessin de constructions navales et en génie maritime, soit
- b) un engagement écrit d'un fournisseur qui offrira des services en dessin de constructions navales et en génie maritime au soumissionnaire pour la durée du contrat. Le fournisseur doit avoir de l'expérience et des capacités en dessin de constructions navales et en génie maritime acquises dans des projets de construction de navires de taille, de type et de complexité similaires à ceux faisant l'objet de la présente demande de soumissions.

3.3.3 Système d'assurance de la qualité de l'entrepreneur

Le soumissionnaire devra produire une preuve objective qu'il a un programme d'assurance de la qualité qui sera en place pendant l'exécution des travaux et qui aborde les éléments de contrôle de la qualité ci-dessous.

Cette preuve objective pourra prendre la forme d'un exemplaire de son Manuel d'assurance de la qualité qui traite de chacun de ces éléments. Le soumissionnaire peut également déposer, aux fins de considération, une preuve d'enregistrement auprès d'un organisme d'assurance de la qualité reconnu, dont le système répond aux exigences minimales ci-après.

Les éléments de contrôle de la qualité doivent comprendre à tout le moins :

- a) un représentant de la direction;
-

- b) le manuel d'assurance de la qualité;
- c) le programme d'assurance de la qualité;
- d) les descriptions, les rapports de qualité, les documents de l'organisation;
- e) les prises de mesures et les mises à l'essai;
- f) l'acquisition d'équipement;
- g) le plan d'inspection et d'essai;
- h) l'inspection d'entrée;
- i) l'inspection en cours de fabrication;
- j) l'inspection finale, les processus spéciaux, les registres de contrôle de la qualité;
- k) la non-conformité;
- l) les mesures correctives.

Les installations du soumissionnaire pourront faire l'objet d'une vérification du Canada ou de son représentant autorisé, avant l'octroi du contrat, pour vérifier qu'un système d'assurance de la qualité est en place conformément à l'exigence précitée.

3.3.4 Calendrier du projet

1. Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit proposer son calendrier de projet préliminaire sous la forme d'un document MS Project ou l'équivalent. Ce calendrier doit indiquer la séquence et les dates d'achèvement des étapes du projet, des produits livrables et des tâches du projet en prenant la date d'octroi du contrat comme le « jour 0 ». Le calendrier du projet doit présenter la structure de répartition du travail du soumissionnaire, les activités principales et les jalons du projet, ainsi que tout problème potentiel dans la réalisation des travaux.
2. Le calendrier du soumissionnaire doit également comprendre une date d'échéance prévue pour chacune des étapes importantes suivantes et pour chaque navire s'il y a lieu :
 - a) la livraison de matériaux de la coque à l'entrepreneur et le commencement de la construction;
 - b) la coque et le pont complétés, mais non fermés afin de permettre une inspection complète de la structure et de la soudure. L'entrepreneur devra fournir une copie papier des certificats du matériel et les dessins de construction au responsable technique/de l'inspection une semaine avant que ce dernier fasse son inspection;
 - c) l'armement et l'équipement électrique installés à 75 %, mais tout l'équipement et tous les composants ont été livrés à l'entrepreneur et sont disponibles pour une inspection complète. L'entrepreneur devra fournir la liste papier de l'équipement et des fournitures électriques au responsable technique/de l'inspection une semaine avant que ce dernier fasse son inspection;
 - d) la livraison des manuels techniques au Canada pour approbation (au moins 14 jours avant la date prévue pour la livraison du navire);
 - e) les tests et essais de l'entrepreneur et essais définitifs en mer exigés par l'EBT;
 - f) la livraison du navire et de la remorque au Canada pour approbation;
 - g) le début et la fin de la période de garantie (12 mois).

Remarque : Les manuels techniques approuvés ne seront pas retournés.

3.3.5 Dessins préliminaires

Les éléments suivants doivent être joints aux soumissions :

- a) calcul de stabilité préliminaire;
- b) calcul du poids léger;
- c) aménagement général;
- d) dessins structuraux indiquant le plan du pont, le profil de l'axe longitudinal et les détails de construction des couples de la charpente;
- e) plan de formes détaillé;
- f) dessin de la disposition du circuit d'alimentation en carburant.

3.3.6 Sous-traitants

Le soumissionnaire doit joindre à sa proposition une liste des contrats de sous-traitance pour la main-d'œuvre ou les matériaux (voir l'**annexe D**), et y fournir le nom et l'adresse de chaque sous-traitant et une description (marque, numéro de modèle) des produits ou services que chacun fournira.

3.3.8 OPTION 2 : Expérience en construction de navires (navire conçu et fabriqué pour l'occasion)

Le soumissionnaire doit fournir la preuve objective qu'il possède une capacité manifeste en matière de construction de navires de taille, de type et de complexité similaires à ceux faisant l'objet de la présente DP.

Le navire est conçu et fabriqué conformément aux pratiques et aux normes recommandées pour ce type de navires et conformément aux règles et aux normes suivantes :

- a) les *Normes pour les bâtiments nordiques* (pour bâtiments commerciaux de moins de 15 m);
- b) l'Organisation internationale de normalisation (ISO);
- c) une société de classification comme :
 - i. American Bureau of Shipping (ABS);
 - ii. Lloyd's Register of Shipping (LRS);
 - iii. Bureau Veritas (BV);
 - iv. Det Norske Veritas (DNV);
 - v. Germanischer Lloyd (GL).

La conception et la construction du navire doivent, selon les résultats manifestes, être conformes à la dernière édition du document *TP 1332 – Normes de construction pour les petits bâtiments*, et le navire doit être enregistré dans le Programme de conformité des petits bâtiments (PCPB) de la sécurité maritime de Transport Canada. Le soumissionnaire doit fournir une description détaillée des règles et des normes utilisées pour la conception proposée et expliquer comment elle respectera TP 1332 quant à la stabilité, ABYC et les échantillonnages de construction.

3.3.9 Conception

La conception au moment de la soumission doit être fournie et agréé par une firme de génie maritime ou par un ingénieur qualifié (ayant estampillé) confirmant que la conception répond aux exigences de la section **3.3.8 OPTION 2 1 a), ou b) ou c)**

La conception doit inclure les éléments et dessins préliminaires suivants :

- a) calcul de stabilité préliminaire;
- b) calcul du poids lège;
- c) aménagement général;
- d) dessins structuraux indiquant le plan du pont, le profil de l'axe longitudinal et les détails de construction des couples de la charpente;
- e) plan de formes détaillé;
- f) dessin de la disposition du circuit d'alimentation en carburant.

3.3.10 Calculs à l'appui

La conception doit être appuyée sur des calculs et des documents d'essai qui prouvent qu'elle répond aux exigences de l'annexe A de la demande de propositions. Le soumissionnaire doit fournir les calculs détaillés propres aux règles et aux normes appliquées spécifiquement à la conception proposée et expliquer comment elle respectera TP 1332 quant à la stabilité, ABYC et les échantillonnages de construction.

3.3.11 Capacité en dessin de constructions navales et en génie maritime

Le soumissionnaire doit fournir la preuve objective sous la forme d'une déclaration signée par un représentant autorisé du soumissionnaire qu'il a soit :

- a) des capacités internes en dessin de constructions navales et en génie maritime, soit
- b) un engagement écrit d'un fournisseur qui offrira des services en dessin de constructions navales et en génie maritime au soumissionnaire pour la durée du contrat.

Le fournisseur doit avoir de l'expérience et des capacités en dessin de constructions navales et en génie maritime acquises dans des projets de construction de navires de taille, de type et de complexité similaires à ceux faisant l'objet de la présente demande de soumissions.

3.3.12 Système d'assurance de la qualité de l'entrepreneur

Le soumissionnaire devra produire une preuve objective qu'il a un programme d'assurance de la qualité qui sera en place pendant l'exécution des travaux et qui aborde les éléments de contrôle de la qualité ci-dessous.

Cette preuve objective pourra prendre la forme d'un exemplaire de son Manuel d'assurance de la qualité qui traite de chacun de ces éléments. Le soumissionnaire peut également déposer, aux fins de considération, une preuve d'enregistrement auprès d'un organisme d'assurance de la qualité reconnu, dont le système répond aux exigences minimales ci-après.

Les éléments de contrôle de la qualité doivent comprendre à tout le moins :

- a) la description du manuel ou du programme d'assurance de qualité;
- b) le plan d'inspection et d'essai;
- c) l'inspection finale;
- d) les registres de contrôle de la qualité.

Les installations du soumissionnaire pourront faire l'objet d'une vérification du Canada ou de son représentant autorisé, avant l'octroi du contrat, pour vérifier qu'un système d'assurance de la qualité est en place conformément à l'exigence précitée.

L'entrepreneur devra déposer les documents d'assurance de qualité remplis avec chaque demande de paiement, le cas échéant.

3.3.13 Calendrier du projet

1. Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit proposer son calendrier de projet préliminaire sous la forme d'un document MS Project ou l'équivalent. Ce calendrier doit indiquer la séquence et les dates d'achèvement des étapes du projet, des produits livrables et des tâches du projet en prenant la date d'octroi du contrat comme le « jour 0 ». Le calendrier du projet doit présenter la structure de répartition du travail du soumissionnaire, les activités principales et les jalons du projet, ainsi que tout problème potentiel dans la réalisation des travaux.
2. Le calendrier du soumissionnaire doit également comprendre une date d'échéance prévue pour chacune des étapes importantes suivantes et pour chaque navire s'il y a lieu :
 - a) Validation de la conception, au plus 20 jours civils;
 - b) La livraison de matériaux de la coque à l'entrepreneur et le commencement de la construction;
 - c) La coque et le pont complétés, mais non fermés afin de permettre une inspection complète de la structure et de la soudure. L'entrepreneur devra fournir une copie papier des certificats du matériel et les dessins de construction au responsable technique/de l'inspection une semaine avant que ce dernier fasse son inspection;
 - d) L'armement et l'équipement électrique installés à 75 %, mais tout l'équipement et tous les composants ont été livrés à l'entrepreneur et sont disponibles pour une inspection complète. L'entrepreneur devra fournir la liste papier de l'équipement et des fournitures électriques au responsable technique/de l'inspection une semaine avant que ce dernier fasse son inspection;
 - e) La livraison des manuels techniques au Canada pour approbation (au moins 14 jours avant la date prévue pour la livraison du navire);
 - f) Les tests et essais de l'entrepreneur et essais définitifs en mer exigés par l'EBT;

- g) La livraison du navire et de la remorque au Canada pour approbation;
- h) Le début et la fin de la période de garantie (12 mois).

Remarque : Les manuels techniques approuvés ne seront pas retournés.

3.3.14 Sous-traitants

Le soumissionnaire doit joindre à sa proposition une liste des contrats de sous-traitance pour la main-d'œuvre ou les matériaux (voir l'**annexe D**), et y fournir le nom et l'adresse de chaque sous-traitant et une description (marque, numéro de modèle) des produits ou services que chacun fournira.

3.4 Section III : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec l'**annexe E – FEUILLE DE PRÉSENTATION FINANCIÈRE DÉTAILLÉE DE LA SOUMISSION**. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.4.1 Fluctuation du taux de change

C3011T – Fluctuation du taux de change

2013-11-06

3.4.2 Prix ferme

Les soumissionnaires doivent indiquer le prix de la soumission, excluant les taxes, pour chacun des éléments de l'**annexe E – FEUILLE DE PRÉSENTATION FINANCIÈRE DÉTAILLÉE DE LA SOUMISSION**.

3.4.3 Travaux imprévus

Les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée à l'**annexe E – FEUILLE DE PRÉSENTATION FINANCIÈRE DÉTAILLÉE DE LA SOUMISSION**.

Les tarifs pour les travaux imprévus seront inclus dans la Base de paiement, mais ils ne compteront pas dans l'évaluation de la soumission.

3.4.4 Paiement électronique des factures – Soumission

Si vous êtes disposé à accepter les paiements de factures par des instruments de paiement électroniques, remplissez l'annexe G, Instruments de paiement électronique, pour indiquer lesquels sont acceptés.

Si l'annexe G, Instrument de paiement électronique, n'est pas remplie, on considérera que les instruments de paiement électronique ne sont pas acceptés pour le paiement de factures.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.5 Section IV : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques, financiers et de gestion.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Pour que la proposition du soumissionnaire soit conforme, celle-ci doit, à la satisfaction du Canada, répondre à toutes les exigences de l'annexe « A », l'Énoncé des besoins techniques et fournir tous les renseignements requis à la PARTIE 3 – **INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS, 3.1 Section I, Soumission technique.**

4.1.2 Évaluation de la gestion

4.1.2.1 Critères de gestion obligatoires

Pour que la proposition du soumissionnaire soit conforme, celle-ci doit, à la satisfaction du Canada, répondre à toutes les exigences et fournir tous les renseignements requis dans la PARTIE 3 – **INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS, 3.3 Section II – Soumission de gestion.**

4.1.3 Évaluation financière

A0222T – Évaluation du prix – soumissionnaires établis au Canada et à l'étranger
06-26

2014-

4.1.3.1 Critères financiers obligatoires

Pour que la proposition du soumissionnaire soit conforme, celle-ci doit, à la satisfaction du Canada, répondre à toutes les exigences et fournir tous les renseignements requis dans la PARTIE 3 – **INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS, 3.4 Section III – Soumission financière.**

4.2. Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. On recommandera l'attribution d'un contrat à la soumission recevable comportant le prix évalué le plus bas.

Une exigence obligatoire est décrite par les mots « doit », « devrait », « devra », « est requis » ou « est obligatoire ».

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et la documentation exigées pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre à cette demande, la soumission sera également déclarée non recevable ou sera considérée comme un manquement au contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Indemnisation des accidents du travail (lettre d'attestation)

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire doit produire, **dans un délai de 5 jours civils** suivant la demande faite par l'autorité contractante, un certificat ou une lettre de la commission des accidents du travail compétente confirmant que le compte du soumissionnaire est en règle.

5.2.3.2 Attestation en soudage

1. Le soudage doit être effectué par un soudeur approuvé par le Bureau canadien du soudage (BCS) selon les exigences des normes suivantes de l'Association canadienne de normalisation (CSA) :
 - (a) CSA W47.2 (version actuelle), Certification des compagnies pour le soudage par fusion de l'aluminium 2.1
2. Avant l'attribution du contrat et **dans les 5 jours civils** suivant la demande écrite de l'autorité contractante, le soumissionnaire retenu doit fournir la preuve de son attestation par le BCS relativement aux normes de soudage de la CSA.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Capacité financière

A9033T- - Capacité financière, 2012-07-16

6.3 Exigences en matière d'assurance

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à la **Partie 7, clause du contrat subséquent 7.21**.

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

d'inspection en annexe C, Inspection/assurance de la qualité/contrôle de la qualité. Tous les produits doivent être livrés au plus tard le 31 mars 2019.

7.1 Énoncé des besoins techniques

Pêches et Océans Canada a besoin de la fourniture et de la livraison de un bateaux alum de 9.75 – 10.4m mètres, avec remorques, conformément à l'énoncé des travaux en annexe A et aux modalités. L'entrepreneur doit fournir 2 bateau alum avec cabines et remorques élargies conformément aux exigences de l'annexe A et de l'annexe D.

Les embarcations doivent être livrées à :
Pêches et océans Canada
Winnipeg, mb

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.1.1 Conditions générales

2030 (2018-06-21), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.1.2 Conditions générales supplémentaires

1028, (2010-08-16), Construction de navires - prix ferme s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.1.2.1. La Condition générale supplémentaire 1028, article 02 (2010-08-16), Exécution des travaux, incorporée ci-dessus par renvoi, est modifiée comme suit : Supprimer le paragraphe 1, Main-d'œuvre canadienne, en entier.

7.1.2.2 La Condition générale supplémentaire 1028, article 12 (2010-08-16) Garantie, incorporée ci-dessus par renvoi, est modifiée comme suit : Supprimer le paragraphe 3 en entier et le remplacer par ce qui suit :

« La période de garantie du bateau, à compter de la date de sa livraison et d'acceptation par le Canada est de :

- a) douze (12) mois pour les machines de propulsion et les installations auxiliaires, les raccords et les équipements divers (à l'exclusion du matériel fourni par le gouvernement);
- b) vingt-quatre (24) mois pour la coque du navire et les travaux de soudure. »

7.3 Exigences relatives à la sécurité

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

7.4 Durée du contrat

7.4.1 Period of the Contract

The period of the contract is from date of contract award to **Aout 17, 2019** (365 days later) inclusive.

7.4.2 Besoins optionnels

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir jusqu'à deux bateaux et remorques tels que décrits à l'Annex A 1 du contrat selon les mêmes conditions et aux prix et (ou) aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

7.4.3 Date de livraison

Tous les produits livrables doivent être reçus au plus tard le **31 mars 2019**.

7.4.4 Instructions d'expéditions – Rendu Droit Acquis

Les marchandises doivent être expédiées and livrées à la destination spécifique dans le contrat.

Incoterms 2000 "DDP rendu droit acquittés " point de livraison a l'article 7.4.5

7.4.5 Points de livraison

La livraison des articles sera effectuée à l'adresse suivante :

Pêches et océans Canada

Winnipeg, MB

7.5 Responsables

7.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

(Les coordonnées des personnes-ressources seront fournies au moment de l'attribution du contrat)

Nom : AED
Titre : AED
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction : AED
Adresse : AED
Téléphone : AED
Télécopieur : AED
Courriel : AED

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.5.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

(Les coordonnées des personnes-ressources seront fournies au moment de l'attribution du contrat)

Nom : À déterminer
Titre : À déterminer
Organisation : À déterminer
Adresse : À déterminer
Téléphone : À déterminer
Télécopieur : À déterminer
Courriel : À déterminer

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.5.3 Responsable de l'inspection

L'autorité responsable de l'inspection pour le contrat est :

(Les coordonnées des personnes-ressources seront fournies au moment de l'attribution du contrat)

Nom : À déterminer
Titre : À déterminer
Organisation : À déterminer
Adresse : À déterminer
Téléphone : À déterminer
Télécopieur : À déterminer
Courriel : À déterminer

Le responsable de l'inspection susmentionné représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de l'inspection des travaux et de l'acceptation des travaux achevés. Le responsable de l'inspection pourra être représenté sur place par un inspecteur désigné et tout autre inspecteur du gouvernement du Canada désigné de temps à autre pour aider l'inspecteur désigné.

7.5.4 Représentant de l'entrepreneur

Nom et coordonnées de la personne responsable de la production :

Le représentant de l'entrepreneur sera déterminé au moment de l'attribution du contrat.

Nom : À déterminer
Téléphone : À déterminer
Télécopieur : À déterminer
Courriel : À déterminer

Nom et coordonnées de la personne responsable de la livraison :

Nom : À déterminer
Téléphone : À déterminer
Télécopieur : À déterminer
Courriel : À déterminer

7.6 Paiement

7.6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme de _____ \$ (*insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane _____ (*insérer « sont inclus », « sont exclus » ou « font l'objet d'une exemption »*) et les taxes applicables sont en sus.

7.6.2 Paiement des carburants, des huiles et des lubrifiants

L'entrepreneur doit fournir et payer l'ensemble des carburants, des huiles et des lubrifiants hydrauliques et autres lubrifiants en quantité suffisante pour charger complètement tous les systèmes nécessaires au fonctionnement de la machinerie et des autres biens d'équipement, de même que pour l'exécution de l'ensemble des essais.

7.6.3 Services de génie et de surveillance sur le terrain

Si des représentants du service sur le terrain ou de surveillance sont requis dans le cadre des travaux, le coût de ces services sera compris dans le prix des travaux.

7.6.4 Limite de prix

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces

interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.6.5 Paiements d'étape - assujetti à une retenue

1. Le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier des étapes détaillé dans le contrat et les dispositions de paiement du contrat, jusqu'à concurrence de **90 p. 100** du montant réclamé et approuvé par le Canada si :
 - a. une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif, et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
 - b. la somme de tous les paiements d'étape effectués par le Canada ne dépasse pas **90 p. 100** de la totalité du montant à verser en vertu du contrat;
 - c. toutes les attestations demandées sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#) ont été signées par les représentants autorisés;
 - d. tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout bien livrable exigé ont été complétés et acceptés par le Canada.
2. Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement du contrat lorsque l'article sera complété et livré si les travaux ont été acceptés par le Canada et une demande finale pour le paiement est présentée.

7.6.5 Calendrier des étapes

Le calendrier des étapes [pour chaque navire](#) selon lequel les paiements seront faits en vertu du contrat est comme suit :

étapes no:	Description et livrables	Prix Ferme (\$)
A	Matériel de coque livrée au fabricant and construction soutenue commencé.	32% du prix unitaire ferme Unit Price (À déterminer à l'émission du contrat)
B	Bateau, remorque et manuel technique livrées à destination et accepter par le Canada.	65% du prix unitaire ferme Unit Price (À déterminer à l'émission du contrat)
C	Fin de la garantie de 12 mois..	3% du prix unitaire ferme Unit Price (À déterminer à l'émission du contrat)

The milestones shown above must be included and identified in all production schedules.

Milestone A: A payment no earlier than upon the material delivery being at the Contractor manufacturing facility with material price support provided to the Contracting Authority and the commencement of sustained construction.

Milestone B: A payment after the completion of delivery at destination and the acceptance of the boat, trailer and manual by Canada.

Milestone C: A payment for completion of the twelve month warranty period only.

- a) Twelve (12) months for the boat propelling machinery and auxiliaries, fittings and equipment of all kinds (excluding Government Supplied Material).
- b) Twelve (12) months for the vessel hull and welding of the total twenty four months vessel hull and welding warranty. Remaining (12) months of the vessel hull and welding warranty, no holdback will be retained.

7.6.7 Retenue de la garantie

Une retenue de garantie de 3 % sera appliquée à la dernière demande de paiement. Cette retenue est payable par le Canada à l'expiration de la période de retenue de la garantie qui s'applique aux travaux. Les taxes applicables seront calculées selon ce montant retenu non compensé et versées au moment où la retenue de garantie non compensée sera levée.

7.6.8 Retenue sur les travaux non complétés

En plus du montant retenu en vertu de la clause de retenue de la garantie, une retenue correspondant au double de la valeur estimative des travaux non complétés s'appliquera jusqu'à l'achèvement des travaux.

Les taxes applicables seront calculées selon ce montant retenu non compensé et versées au moment où la retenue de garantie non compensée sera levée.

7.7 Instructions relatives à la facturation - demande de paiement progressif

1. L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement en utilisant le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif. Chaque demande doit présenter:
 - a. toute l'information exigée sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#);
 - b) toute information pertinente détaillée à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales;
 - c) la description et la valeur de l'étape réclamée selon la description au contrat.
 - d) Quality assurance documentation when applicable and/or as requested by the Contracting Authority.
2. Les taxes applicables doivent être calculées pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas de taxes applicables à payer car celles-ci ont été réclamées et sont payables sous les demandes de paiement progressif précédentes.
3. L'entrepreneur doit préparer et certifier un original et deux (2) copies de la demande sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), et les envoyer au [responsable technique](#) identifié sous l'article intitulé « Responsables » du contrat pour fin d'attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux..Le [responsable technique](#) fera parvenir l'original et les deux (2) copies de la demande à l'autorité contractante pour attestation et présentation au Bureau du traitement des paiements pour toutes autres attestations et opérations de paiement.
4. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de demandes avant que tous les travaux identifiés sur la demande soient complétés.

7.7.1 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Dépôt direct (national et international) ;
- b. Échange de données informatisées (EDI) ;
- c. Virement télégraphique (international seulement) ;

7.8 Acceptation des travaux

Le responsable de l'inspection, en collaboration avec l'entrepreneur, dressera une liste des travaux non terminés à la fin de la période des travaux. Cette liste représentera les annexes du document officiel d'acceptation du navire. Une réunion de conclusion du contrat sera organisée par le responsable de l'inspection à la date d'achèvement des travaux pour examiner et signer le formulaire PWGSC-TPSGC 1105.

- 1) L'entrepreneur doit remplir le formulaire ci-dessus en 3 exemplaires qui seront distribués par le responsable de l'inspection de la façon suivante :
 - a) l'original à l'autorité contractante;
 - b) une copie au responsable technique;
 - c) une copie à l'entrepreneur.

7.8.1 Procédures pour modifications/écarts de conception

L'entrepreneur doit se conformer aux procédures suivantes pour les modifications et les écarts proposés par rapport au modèle spécifié dans le contrat.

L'entrepreneur doit remplir la partie 1 du formulaire [PWGSC-TPSGC 9038 \(PDF 241 KB\)](#) – (Aide sur les formats de fichier), Modification/écart de conception, et en transmettre 2 copies au responsable technique et 1 copie à l'autorité contractante.

7.9 Attestations et renseignements supplémentaires

7.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.9.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCE ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.9.3 Certification relative au soudage - contrat

1. L'entrepreneur doit s'assurer que le soudage est effectué par un soudeur certifié par le Bureau canadien du soudage (BCS) selon les exigences des normes suivantes de l'Association canadienne de normalisation (CSA) :
 - a) CSA W47.2 (version courante), Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium
2. En outre, le soudage doit être effectué conformément aux exigences des dessins et des spécifications qui s'appliquent.
3. Avant le début de tout travail de fabrication, et à la demande du responsable de l'inspection, l'entrepreneur doit fournir des procédures de soudage approuvées et(ou) une liste du personnel qu'il souhaite utiliser pour effectuer les travaux. Cette liste doit préciser les qualifications que possède chaque personne relativement aux procédures de soudage du BCS et doit être accompagnée d'une copie de la certification actuelle de chaque personne en matière de soudure, selon les normes du BCS.

7.9.4 Indemnisation des accidentés du travail

L'entrepreneur doit garder un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné pour toute la durée du contrat.

7.9.5 Niveaux de qualification

L'entrepreneur doit faire appel à des gens de métier qualifiés, certifiés (le cas échéant) et compétents et les superviser pour garantir un niveau élevé uniforme de qualité d'exécution. Le responsable de l'inspection peut demander de consulter et d'inscrire les détails des attestations ou des compétences des gens de métier de l'entrepreneur. Cette demande ne doit pas être exercée indûment, mais viser uniquement à garantir que ce sont des gens de métier qualifiés qui exécutent les travaux nécessaires.

7.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ (*insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 1028 (2010-08-16);
- c) les conditions générales -2030 2018-08-21);
- d) l'Annexe « A », Énoncé des travaux
- e) l'Annexe « B », Base de paiement;
- f) l'Annexe « C », Questions des soumissionnaires et réponses du Canada;
- g) l'Annexe « D », Sous-traitants; ET
- h) la soumission de l'entrepreneur datée du _____, (*inscrire la date de la soumission*)

7.12 Niveaux de qualification

L'entrepreneur doit employer des gens de métier et des superviseurs qualifiés, brevetés (le cas échéant) et compétents afin d'assurer que l'exécution des travaux est de qualité uniforme et supérieure. L'autorité contractante peut demander de consulter et de noter les détails des attestations ou des compétences des gens de métier de l'entrepreneur.

7.13 Systèmes de gestion de la qualité

1. L'entrepreneur doit disposer d'un programme d'assurance de la qualité approuvé par le responsable de l'inspection pendant l'exécution des travaux, qui aborde les éléments de contrôle de la qualité ci-dessous.
2. Les éléments de contrôle de la qualité doivent comprendre à tout le moins :
 - La description du manuel ou du programme d'assurance de qualité;
 - Le plan d'inspection et d'essai;
 - L'inspection finale;
 - Les registres de contrôle de la qualité.

7.14 Réunion postérieure d'exécution des travaux

Within **3 working days** of the receipt of the contract, the Contractor must contact the Contracting Authority to determine the details of a pre-production meeting. The meeting will be held at the Contractor's plant or via telephone or video conference. Travel and living expenses for Canada's representatives will be arranged and paid for by the Canada.

7.15 Calendrier du projet

1. L'entrepreneur doit fournir un calendrier de projet détaillé mis à jour en format MS Project ou l'équivalent à l'autorité contractante et au responsable technique **5 jours après l'attribution du contrat**.
 2. Ce calendrier doit mettre en évidence les échéances précises des étapes énumérées ci-dessous.
 - a. la livraison de matériaux de la coque à l'entrepreneur et le commencement de la construction;
 - b. la coque et le pont complétés, mais non fermés afin de permettre une inspection complète de la structure et de la soudure. L'entrepreneur devra fournir une copie papier des certificats du matériel et les dessins de construction au responsable technique/de l'inspection une semaine avant que ce dernier fasse son inspection;
 - c. l'armement et l'équipement électrique installés à 75 %, mais tout l'équipement et tous les
-

- composants ont été livrés à l'entrepreneur et sont disponibles pour une inspection complète. L'entrepreneur devra fournir la liste papier de l'équipement et des fournitures électriques au responsable technique/de l'inspection une semaine avant que ce dernier fasse son inspection;
- d. la livraison des manuels techniques au Canada pour approbation (au moins 14 jours avant la date prévue pour la livraison du navire);
 - e. les tests et essais de l'entrepreneur et essais définitifs en mer exigés par l'EBT;
 - f. la livraison du navire et de la remorque au Canada pour approbation.

Remarque : Les manuels techniques approuvés ne seront pas retournés

3. Le calendrier doit être mis à jour régulièrement et être disponible dans les bureaux de l'entrepreneur pour que les représentants du Canada puissent l'examiner afin d'évaluer l'avancement des travaux.

7.16 Rapports périodiques

1. L'entrepreneur doit fournir des rapports mensuels sur l'avancement des travaux au responsable technique et à l'autorité contractante.
2. Le rapport périodique doit comporter trois parties :
 - a) PARTIE 1 : L'entrepreneur doit répondre aux trois questions suivantes :
 - (i) le projet progresse-t-il selon le calendrier prévu?
 - (ii) le projet respecte-t-il le budget prévu?
 - (iii) le projet est-il libre de toute préoccupation à l'égard de laquelle l'aide ou les conseils du Canada pourraient être requis?

Chaque réponse négative doit être accompagnée d'une explication.

- b) PARTIE 2 : Un rapport narratif, concis, mais suffisamment détaillé pour permettre au responsable technique d'évaluer l'avancement des travaux, et comprenant au moins :
 - (i) une description de l'avancement de chacune des tâches et des travaux dans leur ensemble durant la période visée par le rapport. Un nombre suffisant d'esquisses, de diagrammes, de photographies, etc., doit être inclus, s'il y a lieu, afin de décrire l'avancement des travaux.
 - (ii) une explication de tout écart par rapport au plan de travail.

7.17 Réunions d'avancement

Les réunions d'avancement, présidées par l'autorité contractante, auront lieu dans les installations de l'entrepreneur, au besoin, généralement une fois par mois. D'autres réunions pourront également être organisées. L'entrepreneur sera représenté à ces réunions, à tout le moins, par le gestionnaire de contrats (projet), le gestionnaire de la production (superviseur) et le gestionnaire de l'assurance de la qualité. Les réunions d'avancement comprendront en général des réunions techniques présidées par le responsable technique.

7.18 Réunions d'examen de l'avancement

Les réunions d'examen de l'avancement des travaux engloberont l'état du projet dans sa totalité à la date d'examen. L'entrepreneur doit, au minimum, faire état des renseignements suivants :

1. Les progrès à ce jour;
 2. Tout écart par rapport aux progrès prévus et la mesure corrective à prendre durant la prochaine période de rapport;
 3. Une explication générale des problèmes prévisibles et des solutions proposées, y compris une évaluation de l'incidence de ces solutions sur le contrat du point de vue des échéanciers, du rendement technique et des risques. Les solutions proposées doivent préciser les efforts requis et les conséquences sur le calendrier (registre des risques);
-

4. Les changements proposés au calendrier;
5. L'avancement des mesures de suivi, les problèmes ou les questions particulières;
6. Les produits livrables présentés avant les réunions d'examen de l'avancement des travaux;
7. Les jalons (techniques et financiers);
8. Les activités prévues pour la prochaine période de rapport;
9. L'état de tout avis ou demande de modification;
10. Toute modification apportée au plan de gestion du projet;
11. Toute autre affaire convenue entre le CANADA et l'entrepreneur.

7.19 Clause du guide des CCUA

A1009C – Accès aux lieux d'exécution des travaux	2008-05-12
B9028C – Accès aux installations et à l'équipement,	2007-05-25
D0018C – Livraison et déchargement	2007-11-30
D2000C – Marquage	2007-11-30
D2001C – Etiquetage	2007-11-30
D9002C – Ensembles incomplets	2007-11-30
H4500C – Droit de rétention - article 427 de la Loi sur les banques	2010-01-11

7.20 Manuels

1. L'entrepreneur doit obtenir et fournir au responsable technique pour approbation l'ensemble des relevés de données, des guides d'instructions, des manuels d'entretien et des listes de pièces de rechange (y compris les numéros de pièce et les instructions pour la commande) pour la totalité des machines et des biens d'équipement installés sur le navire, au besoin. Une fois approuvés par le responsable technique, l'entrepreneur doit fournir deux (2) copies papier et une copie électronique conformément à l'Annexe A.
2. Dans les cas où le Canada examine les manuels, cet examen n'aura pas pour effet de dégager l'entrepreneur de toute responsabilité en vertu du contrat, ni d'assurer l'exactitude de tous les détails et la qualité d'exécution du navire, ni non plus d'obliger le Canada à accepter, en partie ou en totalité, une unité d'œuvre réalisée conformément à ces manuels, ni de confirmer que cette unité d'œuvre respecte l'Annexe A.

7.21 Exigences en matière d'assurance

1. L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues aux **articles 7.21.1 et 7.21.2** ci-dessous. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.
2. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.
3. L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les **10 jours ouvrables** suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.21.1 Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne

doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

2. Le contrat d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

- a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, le contrat doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, le contrat doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si un contrat distinct avait été émis à chacun d'eux.
 - f) Responsabilité contractuelle générale : Le contrat doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées, couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation du contrat.
 - k) S'il s'agit d'un contrat sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - l) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
 - m) Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
 - n) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice,
-

L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante : Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec
(Ottawa) Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante : Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en défense conjointe dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette défense conjointe. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

7.21.2 Assurance responsabilité en matière maritime

1. L'entrepreneur doit souscrire une assurance protection et indemnisation mutuelle qui doit comprendre une responsabilité additionnelle en matière de collision et de pollution. L'assurance doit être souscrite auprès d'un membre du groupe international de sociétés d'assurance mutuelle, ou avec un marché fixe, et le montant ne doit pas être inférieur aux limites fixées par la Loi sur la responsabilité en matière maritime, L.C. 2001, ch. 6. La protection doit comprendre les membres d'équipage, s'ils ne sont pas couverts par l'assurance contre les accidents du travail décrite au paragraphe 2 ci-dessous.
 2. L'entrepreneur doit souscrire une assurance contre les accidents du travail, qui couvre tous les employés effectuant des travaux conformément aux exigences réglementaires du territoire ou de la province. Ou même, les exigences réglementaires de l'État, de la résidence ou de l'employeur, ayant une autorité sur ces employés. Si la Commission des accidents du travail juge que l'entrepreneur fait l'objet d'une contravention supplémentaire en raison d'un accident causant des blessures ou la mort d'un employé de l'entrepreneur ou sous-traitant, ou découlant de conditions de travail dangereuses, cette contravention doit être aux frais de l'entrepreneur.
 3. La police d'assurance protection et indemnisation mutuelle doit comprendre les éléments suivants :
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit :
-

Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

- b) Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par la Ministère des Pêches et Océans et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu en importe la cause.
- c) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- d) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, le contrat doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue.
- e) Droits de poursuite : Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu du contrat d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec
(Ottawa) Ministère de la
Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse
suivante : Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

- 4. Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en défense conjointe dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette défense conjointe. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

7.22 Inspection and Acceptance

The Technical Authority is the Inspection Authority. All reports, deliverable items, documents, goods and all services rendered under the Contract are subject to inspection by the Inspection Authority or representative. Should any report, document, good or service not be in accordance with the requirements of the Statement of Work and to the satisfaction of the Inspection Authority, as submitted, the Inspection

Authority will have the right to reject it or require its correction at the sole expense of the Contractor before recommending payment.

7.23. Acceptation

1. La réception provisoire du navire par le Canada se fera en signant un certificat conforme au formulaire **TPSGC 1105** au moment de l'achèvement satisfaisant du navire et de tous les essais. La signature de ces certificats ne dégage pas pour autant l'entrepreneur de toutes ses obligations en vertu du contrat.
2. Il est entendu et convenu que lorsque les travaux seront essentiellement achevés et que les parties se seront entendues sur les modalités selon lesquelles l'entrepreneur devra corriger toutes les lacunes, le certificat visé ci-dessus pourra être signé en y joignant une déclaration concernant la correction des lacunes par l'entrepreneur.
3. Le navire sera accepté définitivement par le Canada à la fin de la période de garantie de 12 mois et lorsque tous les comptes entre les parties auront été réglés relativement à ce contrat.

7.24 Matériel fourni par le gouvernement – pas utilisée

ANNEXE – A - ÉNONCÉ DES BESOINS TECHNIQUES

TABLE DES MATIÈRES

<u>1.0</u>	<u>SURVOL</u>	0
1.1	EXIGENCES	0
<u>2.0</u>	<u>EXIGENCES DE CONCEPTION ET DE CONSTRUCTION</u>	1
2.1	CONCEPTION ERGONOMIQUE	1
2.2	VIBRATIONS	2
2.3	MATÉRIAUX	2
2.4	FIXATIONS	3
2.5	NORMES	3
<u>3.0</u>	<u>EXIGENCES OPÉRATIONNELLES</u>	4
3.1	VITESSE DE CROISIÈRE	4
3.2	VITESSE MINIMALE	4
3.3	COMMANDES DE DIRECTION ET DE MANŒUVRE	4
3.4	ÉCHOUAGE	4
3.5	CONDITIONS ENVIRONNEMENTALES	4
3.6	MISE À L'EAU, RÉCUPÉRATION ET TRANSPORT	5
3.7	ENTRETIEN	5
<u>4.0</u>	<u>CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES</u>	5
4.1	RENSEIGNEMENTS SUR L'EMBARCATION	5
<u>5.0</u>	<u>CONFIGURATION DE L'EMBARCATION</u>	6
5.1	CONFIGURATION GÉNÉRALE	6
5.2	COQUE	6
5.3	ÉQUIPEMENT DU PONT	6
5.4	CONSOLE ET CABINE	7
5.5	IDENTIFICATION	7
<u>6.0</u>	<u>ÉQUIPEMENT – GÉNÉRALITÉS</u>	7
6.1	PUPITRE DE BARRE	7
6.2	SYSTÈMES DE DIRECTION	8
6.3	PLACES ASSISES	8
6.4	FENÊTRES	8
6.5	ESSUIE-GLACES	8
6.6	POIGNÉES	9
6.7	TAQUETS D'AMARRAGE	9
6.8	BITTE DE REMORQUAGE	9
6.9	RANGEMENT	9
6.10	CONDUITS DE CÂBLE	9
<u>7.0</u>	<u>COQUE</u>	10
<u>8.0</u>	<u>ÉQUIPEMENT D'URGENCE ET DE SÉCURITÉ</u>	10

<u>9.0</u>	<u>SYSTÈMES – GÉNÉRALITÉS</u>	11
9.1	<u>SYSTÈME DE PROPULSION</u>	11
9.2	<u>HÉLICE(S)</u>	11
9.3	<u>COMMANDES</u>	11
9.4	<u>VÉRIFICATION DE L'INSTALLATION</u>	12
9.5	<u>RODAGE DES MOTEURS</u>	12
9.6	<u>PROTECTION DES COMMANDES</u>	12
9.7	<u>SYSTÈME DE CARBURANT</u>	12
9.8	<u>RÉSERVOIR DE CARBURANT</u>	12
<u>10.0</u>	<u>SYSTÈME ÉLECTRIQUE</u>	13
<u>11.0</u>	<u>ÉQUIPEMENT ÉLECTRONIQUE ET DE NAVIGATION</u>	15
<u>12.0</u>	<u>PEINTURE ET PROTECTION CONTRE LA CORROSION</u>	16
<u>13.0</u>	<u>REMORQUE</u>	16
<u>14.0</u>	<u>TESTS ET ESSAIS</u>	17
14.1	<u>ESSAIS EN MER – GÉNÉRALITÉS</u>	17
<u>15.0</u>	<u>DOCUMENTATION</u>	19
15.1	<u>PLAQUE D'IDENTIFICATION</u>	19
15.2	<u>PUBLICATIONS TECHNIQUES</u>	19
15.3	<u>SECTION DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX</u>	19
15.4	<u>SECTION DES RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES</u>	20
15.5	<u>DOCUMENTS LIVRABLES SUPPLÉMENTAIRES</u>	20
<u>16.0</u>	<u>EXPÉDITION ET LIVRAISON</u>	21

1.0 SURVOL

Pêches et Océans Canada gère et exploite de petites embarcations en guise d'appui à ses programmes et missions. Les embarcations seront exploitées sur le Grand lac des Esclaves et d'autres plans d'eau dans les Territoires du Nord-Ouest. La mission principale de ces embarcations consistera à pêcher avec des filets maillants, ainsi que faire la collecte d'autres formes de données et d'échantillons utilisés à des fins scientifiques et de gestion.

L'embarcation sera principalement stationnée à terre et sera mise à l'eau et récupérée au moyen d'une remorque, ou amarrée au quai d'une installation à terre. Des excursions de quelques jours seront également effectuées.

1.1 EXIGENCES

- 1.1.1** L'entrepreneur doit concevoir, fabriquer et fournir trois (3) bateaux de travail avec coque d'aluminium conformément à la publication actuelle des Normes de construction pour les petits bâtiments – TP 1332 de la Direction de la sécurité maritime de Transports Canada (DSMTC) (ci-après nommée TP 1332 – DSMTC).
- 1.1.2** Chaque embarcation doit être propulsée par deux (2) moteurs Evinrude E-TEC G2 contrarotatifs de 250 chevaux, deux temps, injection directe de carburant et arbre de 25 po, avec servodirection hydraulique/dynamique fournie et installée par l'entrepreneur.
- 1.1.3** Chaque embarcation doit être pourvue d'un moteur auxiliaire Evinrude E-Tec H.O. de 15 chevaux, avec arbre de 25 po et démarreur électrique, bulbe d'amorçage et ensemble de commandes pour cabine monté sur à bâbord du tableau; il doit également être raccordé aux réservoirs de carburant.
- 1.1.4** Un haleur de filet hydraulique à vitesse variable et au sens de rotation réglable monté sur semelle à l'avant tribord (plat-bord) étrave doit être pourvu d'un tambour en V de 400 mm (16 po) en aluminium et acier inoxydable avec commandes et soupape de surpression montées sur l'unité. Il doit avoir une capacité minimale de halage de 300 kg, entraîné par un moteur Honda quatre temps de 5 chevaux à démarrage à rappel. Le moteur doit être jumelé à un réservoir d'huile hydraulique en acier inoxydable d'une capacité appropriée pour le système et doit être pourvu d'un filtre de retour, d'un bouchon de remplissage et d'un indicateur de niveau. Un indicateur de pression d'huile hydraulique doit également être monté et la pression doit être contrôlée et réglable. Le réservoir doit être autonome et pourvu de poignées de transport, être placé à l'intérieur d'un cadre en aluminium ou en acier inoxydable offrant un accès facile et être fermement monté à tribord du tableau, tout en étant facilement amovible. Le haleur doit être rattaché à un rouleau de filet maillant de 610 mm (24 po) entièrement en aluminium, placé à l'avant et monté entre deux (2) colonnes de guidage verticales rotatives de chaque côté, avec plaque de réception de 610 mm (24 po) sur 305 mm (12 po) entre les deux colonnes

et au-dessous le rouleau. Le rouleau et les colonnes doivent être pourvus de roulements.

- 1.1.5 L'avant de la cabine doit comprendre deux (2) couchettes.
- 1.1.6 Autres aménagements requis : une salle d'eau privée, avec porte et toilette chimique portative fermement ancrée, un (1) évier, un (1) robinet d'eau froide sous pression et un miroir à l'avant de la cabine, ainsi qu'une fenêtre coulissante étanche avec moustiquaire et glace opaque.
- 1.1.7 Cuisine de cabine avec table et trois (3) places assises. La table doit pouvoir se convertir en plateforme de couchage robuste.
- 1.1.8 Système d'eau froide sous pression 12 V avec deux éviers avec robinet dans la cuisine de cabine et un évier avec robinet dans la salle d'eau de la cabine avant.
- 1.1.9 Réfrigérateur 12 V. Suffisamment d'espaces de rangement fermés et d'espace de comptoir pour la nourriture et les articles de cuisson dans la partie principale de la cabine.
- 1.1.10 Poêle à alcool à deux brûleurs (pas sous pression) monté dans la cabine principale avec détecteur de chaleur installé conformément à la norme TP 1332.
- 1.1.11 Réservoir d'eau ventilé de trente (30) gallons avec robinet de drainage raccordé à la cale, et réservoir d'eaux grises ventilé de trente (30) gallons avec robinet de drainage et pompe d'évacuation 12 V comprenant un boyau de dix (10) pieds.
- 1.1.12 L'embarcation doit être livrée complète avec une remorque pour le transport et la mise à l'eau/sortie de l'eau.

2.0 EXIGENCES DE CONCEPTION ET DE CONSTRUCTION

Tous les composants, équipements et matériaux doivent être fournis par l'entrepreneur. La coque, la passerelle, la cabine, la console, le pont et la structure doivent être fabriqués en aluminium.

2.1 CONCEPTION ERGONOMIQUE

- 2.1.1 Les conditions d'exploitation dangereuses doivent être évitées en recourant aux mesures suivantes : disposer la machinerie et l'équipement de manière sécuritaire, installer des écrans protecteurs du personnel contre les dangers de nature électrique, mécanique et thermique, installer des gardes protecteurs ou des couvercles pour toutes les commandes qui pourraient être actionnées par contact accidentel du personnel.
- 2.1.2 Le plancher d'aluminium doit être recouvert d'un fini antidérapant.

- 2.1.3** L'embarcation doit être conçue pour accueillir des membres du personnel mesurant entre 5 pi 2 po (1 m 57 cm) et 6 pi 4 po (1 m 93 cm) environ et qui portent des vêtements et de l'équipement pour temps froid, conformément à la norme ASTM F1166-07 Standard Practice for Human Engineering Design for Marine Systems, Equipment, and Facilities [en anglais seulement].
- 2.1.4** L'accessibilité, la visibilité, la lisibilité, l'efficacité et le confort de l'équipage sont des facteurs ergonomiques dont il faut tenir compte dans la conception de l'embarcation.
- 2.1.5** L'équipement doit être accessible aux fins d'utilisation, d'inspection, de nettoyage et d'entretien conformément à la norme ASTM F1166-07.

2.2 VIBRATIONS

- 2.2.1** L'embarcation et tous ses composants doivent être exempts de toute vibration localisée pouvant mettre en danger l'équipage ou endommager la structure, la machinerie ou les systèmes de l'embarcation, ou encore nuire au fonctionnement ou à l'entretien de la machinerie ou des systèmes.
- 2.2.2** Les composants mobiles, y compris ceux qui sont déplacés pour l'entreposage, le remorquage ou le transport, doivent être montés à l'aide d'éléments d'amortissement appropriés pour empêcher les vibrations.
- 2.2.3** Des fixations autobloquantes doivent être utilisées pour prévenir leur desserrage en raison des vibrations.

2.3 MATÉRIAUX

- 2.3.1** Tous les matériaux doivent résister à la corrosion et convenir à une utilisation en eau douce, comme le décrivent les exigences opérationnelles. Tous les matériaux habituellement exposés aux rayons du soleil doivent résister au rayonnement ultraviolet. Les matériaux galvanisés ne conviennent pas.
- 2.3.2** Métaux dissemblables : le contact direct entre des métaux de nature électrolytique dissemblable n'est pas permis. Il faut éviter la corrosion électrolytique en isolant les matériaux dissemblables à l'aide de joints, de rondelles, de manchons ou de bagues fabriqués d'un matériau isolant approprié.
- 2.3.3** Aluminium : l'alliage d'aluminium de nuance 5086-H116 ou l'équivalent doit être utilisé pour la coque. Les éléments non porteurs servant aux garnitures et à l'aménagement, notamment les cadres d'écouilles, les pièces moulées, les consoles et autres articles, peuvent être fabriqués d'autres alliages d'aluminium adaptés à une utilisation commerciale, comme les alliages 5083/86, 5052 ou 6063-T54.
- 2.3.4** Acier inoxydable : l'acier inoxydable de nuance 316L ou 316 doit être utilisé pour tous les éléments en acier inoxydable, à moins d'indication contraire. L'alliage de nuance 316L doit être utilisé pour tous les éléments soudés immergés.

- 2.3.5** Les fixations et les raccords doivent être fabriqués en acier inoxydable. Les boulons utilisés pour tous les raccords doivent être en acier inoxydable de nuance 316.
- 2.3.6** Lorsque des raccords flexibles sont requis pour les systèmes de commande de gouverne et de carburant, des tubes flexibles adaptés à des colliers de serrage sertis de façon permanente, amovibles et réutilisables, doivent être utilisés.
- 2.3.7** Tous les matériaux et l'équipement doivent être remisés, installés et mis à l'essai conformément aux lignes directrices, aux recommandations et aux exigences du fabricant.

2.4 FIXATIONS

- 2.4.1** Toutes les fixations doivent être fabriquées de matériaux résistants à la corrosion.
- 2.4.2** Les pièces et les fixations cadmiées, y compris les rondelles, sont interdites.
- 2.4.3** Il est interdit de raccorder directement des alliages contenant du cuivre à de l'aluminium, sauf s'il s'agit de tresses de masse.
- 2.4.4** Les fixations ne doivent pas être vissées directement dans l'aluminium. Lorsque requis, utiliser des rondelles ou des plaques d'appui en aluminium ou en acier inoxydable.
- 2.4.5** Lorsqu'il n'est plus possible d'accéder aux écrous après l'assemblage, ils doivent être bloqués ou ancrés afin de permettre leur réutilisation et éviter leur desserrage. À moins d'indication contraire, il faut utiliser des écrous autobloquants pour éviter le desserrage des boulons en raison des chocs et des vibrations.
- 2.4.6** Les fixations posées dans des endroits achalandés du pont doivent affleurer la surface pour éliminer les risques de trébuchement ou d'accrochage.

2.5 NORMES

- 2.5.1** L'embarcation construite en vertu de cet ÉBT doit être fabriquée conformément à la version actuelle du document TP 1332 de la DSMTC intitulé « Normes de construction pour les petits bâtiments » et aux exigences de l'American Boat & Yacht Council (ABYC).
- 2.5.2** CSA C22.2 No 183.2-M1983 (R1999) – Installations électriques à courant continu (c.c.) à bord des bateaux et normes électriques ABYC « E ».
- 2.5.3** CWB CSA\ACNOR W47.2, sous-section 2.1 – Certification pour le soudage de l'aluminium – version la plus récente.
- 2.5.4** L'entrepreneur doit construire chaque embarcation conformément au présent ÉBT. Si le présent ÉBT entre en conflit avec les normes ci-dessus ou y contrevient, la norme TP 1332 de la DSMTC aura préséance.
- 2.5.5** Des visites sur place sont requises pour s'assurer que l'embarcation construite en vertu du présent ÉBT respecte toutes les normes énoncées aux présentes.

- 2.5.6** L'entrepreneur doit fournir au Canada ou aux autorités chargées du contrat, une copie électronique et une copie papier de tous les plans de l'embarcation en construction lors de l'inspection.
- 2.5.7** Les systèmes électriques à bord de l'embarcation doivent être conformes à la section 8 de la norme TP 1332 de la DSMTC, intitulée « Systèmes électriques ».

3.0 EXIGENCES OPÉRATIONNELLES

Sauf indication contraire, le rendement doit être calculé en fonction d'un état de mer 4 sur l'échelle de Beaufort, en eau douce et en conditions de charge normales. L'embarcation doit être conçue et fabriquée de manière à faciliter son entretien et sa réparation, à prolonger sa durée de vie et à faciliter sa prise en charge par des établissements et des fournisseurs commerciaux locaux.

Rayon d'action souhaité : 200 milles marins avec une réserve de 10 % à une vitesse minimale de 20 nœuds.

3.1 VITESSE DE CROISIÈRE

- 3.1.1** La vitesse de croisière doit être d'au moins 20 nœuds dans des conditions de charge normales.

3.2 VITESSE MINIMALE

- 3.2.1** La vitesse de manœuvre doit être d'au moins 3 nœuds dans des conditions de charge normales.

3.3 COMMANDES DE DIRECTION ET DE MANŒUVRE

- 3.3.1** L'embarcation doit pouvoir virer de 15° par rapport au cap dans un état de mer d'au moins 4 sur l'échelle de Beaufort, dans toutes les directions (vitesse du vent de 11 à 16 et hauteur des vagues de 1 à 1,5 mètre).
- 3.3.2** Doit pouvoir virer et manœuvrer à une vitesse de 3 nœuds dans un état de mer 4 sur l'échelle de Beaufort.
- 3.3.3** Doit pouvoir maintenir le cap, par rapport à la route sur le fond, à une vitesse de 3 nœuds avec un vent latéral relatif de 15 nœuds.

3.4 ÉCHOUAGE

- 3.4.1** Doit pouvoir s'échouer sur un sol mou (sable, terre ou argile) à une vitesse maximale de 5 nœuds sans endommager la coque.
- 3.4.2** Doit pouvoir s'échouer sur un sol dur (roc ou béton) à une vitesse maximale de 3 nœuds sans endommager la coque.

3.5 CONDITIONS ENVIRONNEMENTALES

L'embarcation doit pouvoir servir de jour ou de nuit dans les conditions suivantes :

- 3.5.1** Température moyenne de l'air ambiant : de -5 °C à +30 °C.

- 3.5.2** Température moyenne de l'eau : de 0 °C à +20 °C

- 3.5.3** Vagues d'une hauteur de 1 m à 1,5 m.

- 3.5.4** Vents de 11 à 16 nœuds.

3.6 MISE À L'EAU, RÉCUPÉRATION ET TRANSPORT

L'embarcation doit être facilement transportable par la route sur une remorque de bateau, et pouvoir être mise à l'eau et récupérée à l'aide de la remorque aux rampes de mise à l'eau existantes.

3.7 ENTRETIEN

L'embarcation doit être conçue et fabriquée de manière à faciliter son entretien et sa réparation, à prolonger sa durée de vie et à faciliter sa prise en charge par des établissements et des fournisseurs commerciaux locaux.

4.0 CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES

4.1 RENSEIGNEMENTS SUR L'EMBARCATION

4.1.1 Longueur hors tout – entre 9,75 et 10,4 mètres (excluant les moteurs).

4.1.2 Largeur hors tout : entre 3 et 3,1 mètres.

4.1.3 Profondeur – creux sur quille entre 1,80 et 1,85 mètre.

4.1.4 Tirant d'eau maximal aux hélices – 1 mètre (dans des conditions de charge normales).

4.1.5 Forme de la coque – coque en V

4.1.6 Longueur de la cabine – entre 3,6 et 4,0 mètres avec accès de 0,25 à 0,30 mètre entre le plat-bord.

4.1.7 Type d'embarcation – coque en aluminium avec pont de travail de niveau à l'étrave pour halier et installer des filets maillants de façon sécuritaire sans les accrocher ou les déchirer.

4.1.8 Propulsion – deux moteurs hors-bord à deux temps contrarotatifs de 250 chevaux chacun.

4.1.9 Conditions de charge normales :

4.1.9.1 Trois (3) membres d'équipage avec équipement : 360 kg.

4.1.9.2 Carburant = minimum de 300 litres dans les deux réservoirs de carburant.

4.1.9.3 Équipement et fournitures : 200 kg.

4.1.9.4 La capacité de charge utile doit correspondre à au moins 500 kg/1 100 lb en plus du plein réservoir de carburant.

4.1.10 La hauteur et la largeur hors tout lorsque l'embarcation est transportée sur sa remorque ne doivent pas dépasser les limites établies en vertu des règles de circulation du code de la route de la province où du territoire où la remorque se trouve.

5.0 CONFIGURATION DE L'EMBARCATION

5.1 CONFIGURATION GÉNÉRALE

Embarcation à coque d'aluminium avec cabine et console. L'étrave doit être de type en abaissement avec un pont ouvert accessible par les ponts latéraux autour et en travers de la cabine, afin de maximiser la zone de travail avant pour le halage et l'installation de filets maillants. Les pavois doivent être de 4 à 6 po de large avec des rebords intérieurs arrondis et construits de manière à pouvoir accueillir de gros objets plats reposant en travers de l'embarcation.

5.2 COQUE

- 5.2.1** Embarcation à coque en V simple.
- 5.2.2** La forme de la coque ne doit pas entraver le débit de l'eau aux engins de propulsion et doit protéger le personnel à bord contre les projections d'eau et les vagues.
- 5.2.3** La coque doit être conçue de façon à présenter un nombre suffisant de compartiments étanches, incluant des compartiments de coque et une mousse de flottaison à faible émission de fumée et présentant un faible indice de propagation des flammes ou un système de flottaison ignifuge ou des appareils de flottaison qui procureront une stabilité adéquate et une bonne flottabilité en condition inondée.
- 5.2.4** L'étrave doit être évasée vers le haut du pavois afin de maximiser la dispersion des embruns de façon à les éloigner du personnel et pour ne pas accrocher ou prendre les filets maillants.
- 5.2.5** Les pavois doivent être faits dans un matériau qui permettra aux gros objets d'être portés de travers, ils devraient être exempts de toute charge ou saillie.

5.3 ÉQUIPEMENT DU PONT

- 5.3.1** Les dalots sur le pont de travail doivent être dimensionnés pour permettre un drainage suffisant des surfaces exposées du pont, conformément à la norme TP-1332 de la DSMTC.
- 5.3.2** Une rallonge de pont (nacelle des moteurs) pouvant loger deux (2) moteurs hors-bord de 250 chevaux et un moteur auxiliaire de 15 chevaux doit être installée à la poupe.
- 5.3.3** Les lisses de côté doivent être faites de tubes en aluminium soudé. La partie avant doit être basse pour faciliter le travail sur le côté. La section du balcon arrière doit être élevée pour fournir une prise ergonomique aux opérateurs sur le pont.
- 5.3.4** Les ouvertures du chaumard doivent être de dimension suffisante pour passer des lignes de 5/8 po à travers les taquets et les coins ne doivent pas causer de frottement. Les taquets doivent être en aluminium et d'une dimension adaptée aux lignes de 5/8 po.

5.4 CONSOLE ET CABINE

Console centrale et cabine en aluminium avec pare-brise et fenêtres latérales se prolongeant vers le haut depuis la console et autour de la cabine jusqu'au toit afin de protéger l'équipage et l'équipement contre les éléments. Des portes avant et arrière doivent être aménagées pour l'accès.

5.5 IDENTIFICATION

- 5.5.1** L'entrepreneur doit apposer le certificat d'enregistrement de Transports Canada (ex., C#####ON) pour l'embarcation, sur chaque côté, conformément aux lois de Transports Canada.

6.0 ÉQUIPEMENT – GÉNÉRALITÉS

La cabine doit comprendre un pupitre de barre et un panneau d'instruments de navigation conçus pour un espace de travail et servir également de cuisine.

6.1 PUPITRE DE BARRE

Un pupitre de barre doit être situé du côté tribord de la cabine et placé de manière à permettre l'accès au poste de barre, mais ne doit pas autant que possible empiéter sur l'espace utilisable à l'avant du pont. L'embarcation doit être équipée d'un système de direction (à tribord) pouvant supporter la puissance de l'embarcation.

- 6.1.1** Le pupitre de barre doit être équipé d'un écran tactile ICON TOUCH 7.0 CTS pouvant afficher les indicateurs appropriés indiqués ci-dessous, comme recommandé par le fabricant du système de propulsion. Au strict minimum, les indicateurs suivants doivent surveiller le système.

- a) Indicateur de carburant.
- b) Compte-tours
- c) Voltmètre pour les moteurs
- d) Indicateur de température.
- e) Manomètre d'huile
- f) Un indicateur d'inclinaison et d'assiette pour chaque moteur de 250 chevaux

- 6.1.2** Les commandes des gaz et de la transmission doivent se trouver à tribord de la console.

- 6.1.3** La console doit être suffisamment grande pour loger une (1) radio marine à très haute fréquence (VHF), un (1) affichage multiple pour un traceur de carte GPS et un radar, un (1) sondeur 3D et un écran tactile ICON TOUCH 7.0 CTS pour les indicateurs précédemment mentionnés en tant que minimum. La console doit être disposée à angle de 30 à 45 degrés pour le confort du pilote et pour accueillir le volant de direction, les commandes des moteurs, le tableau de distribution, le système d'éclairage et les indicateurs.

- 6.1.4** Les alarmes suivantes doivent être installées : alarme de niveau d'eau élevé dans la cale et alarme de vapeurs dans la cale.

- 6.1.5** Deux (2) prises électriques de 12 V de type allume-cigare doivent également être installées : une sur le tableau de bord de bâbord et l'autre sur le tableau de bord de tribord.

6.2 SYSTÈMES DE DIRECTION

Les systèmes de direction doivent être à commande hydraulique distante avec réservoir d'huile autonome; le volant doit tourner au maximum quatre tours de barre toute à barre toute. Des systèmes de propulsion particuliers peuvent comporter leurs propres exigences de gouverne qu'il faut respecter; cela exclut le moteur auxiliaire de 15 chevaux.

- 6.2.1** Tous les tuyaux de direction hydraulique doivent être installés de manière à éviter tout dommage matériel, pincement, ou usure par friction.
- 6.2.2** Les tuyaux hydrauliques doivent être d'une longueur et d'un diamètre suffisants pour empêcher l'effet de pulsation. Ils doivent aussi convenir à une installation en milieu marin et être munis de raccords en acier inoxydable.
- 6.2.3** Le raccordement entre le volant de direction et la console doit être suffisamment robuste pour éliminer les mouvements avant-arrière ou latéraux du mécanisme du volant et de l'arbre de direction.
- 6.2.4** Le volant de direction doit être fabriqué en acier inoxydable et peut être recouvert de caoutchouc ou de plastique. Le volant doit être suffisamment rigide pour ne pas fléchir pendant les opérations en eaux agitées et devrait être rembourré pour offrir une surface confortable et antidérapante que le pilote peut agripper.

6.3 PLACES ASSISES

6.3.1 Places assises des opérateurs

Des chaises du capitaine à hauteur réglable et indépendantes pouvant accueillir confortablement le pilote et le navigateur côte à côte doivent être fournies et installées.

6.3.2 Places assises des passagers

Trois (3) places assises doivent être aménagées pour les passagers à la table de cuisine située à bâbord de la cabine.

6.4 FENÊTRES

Les fenêtres de la cabine doivent être pourvues de cadres d'aluminium éprouvés et de verres de sécurité, et être dimensionnées de manière à offrir le maximum de visibilité (conformes à la norme TP-1332 de la DSMTTC) partout dans la cabine. Il doit y avoir une fenêtre de chaque côté de la porte de passage étanche à l'avant de la cabine. La porte de passage avant doit être pourvue d'une fenêtre et la fenêtre de tribord à côté du pupitre de barre doit pouvoir coulisser, avoir une moustiquaire et être étanche lorsque fermée. Une partie de la porte arrière doit être coulissante, pourvue d'une moustiquaire et être étanche lorsque fermée.

Des ventilateurs à vitesse variable avec régulateurs doivent être installés sur chaque fenêtre avant, à l'exception de la porte de passage à l'intérieur de la cabine.

6.5 ESSUIE-GLACES

Des essuie-glaces de pare-brise doivent être installés sur les pare-brise de chaque côté de la porte traversante. Au minimum, ils doivent couvrir 60 % de la surface du pare-brise.

6.6 POIGNÉES

Des poignées doivent être installées, au strict minimum, aux endroits suivants :

- 6.6.1 Deux (2) sur le tableau de bord, à portée des postes d'opérateur et de navigateur.
- 6.6.2 Deux (2) derrière le siège de l'opérateur.

6.7 TAQUETS D'AMARRAGE

- 6.7.1 Deux (2) taquets d'amarrage doivent être installés sur le tableau de l'embarcation.
- 6.7.2 Les taquets doivent être fabriqués en aluminium ou en acier inoxydable et munis d'une plaque de renfort pour plus de robustesse.

6.8 BITTE DE REMORQUAGE

Un bollard de remorquage doit être fixé (capacité de remorquage de 2 500 lb) à l'arrière de l'embarcation et mis à l'essai.

- 6.8.1 Un bollard de remorquage cruciforme avec protecteurs de moteur doit être installé à l'arrière et se prolonger d'environ 0,3 m au-dessus des moteurs.

6.9 RANGEMENT

- 6.9.1 petites pièces d'équipement doivent être installés sous les sièges, sous la console, sur le pont sous la partie supérieure du pavois et partout où c'est possible afin de maximiser l'espace de rangement.
- 6.9.2 Les plus gros compartiments de rangement doivent être verrouillables. Des aménagements doivent être prévus afin d'assurer le rangement sûr, solide et accessible d'une ancre et de sa chaîne, ainsi que d'autres équipements, à l'intérieur d'une boîte de rangement verrouillable située à l'arrière.
- 6.9.3 Des plateaux et des brides pour ranger des pagaies, des gaffes, etc., doivent être installés le long des parois intérieures sous la partie supérieure des pavois.

6.10 CONDUITS DE CÂBLE

Des conduits de câble doivent être installés pour acheminer les câbles électriques montés à l'intérieur. Ils doivent être installés avec des couvercles facilement amovibles et être de grosseur suffisante pour pouvoir accueillir un câblage supplémentaire en prévision d'installations futures.

Les câbles doivent être regroupés (en faisceaux) dans la mesure du possible. Tous les faisceaux de câbles doivent être acheminés dans des conduits protecteurs. Lorsque cela n'est pas possible, les câbles et les conducteurs doivent être rattachés à des supports réducteurs de tension comme des sangles ou des brides, espacées de 18 po à l'horizontale et de 14 po à la verticale.

Les câbles et les conducteurs qui traversent les joints scellés, les ponts, les cloisons ou toute autre surface exposée doivent être installés de façon à maintenir l'étanchéité de la structure.

Les entrées de câble dans les boîtiers scellés doivent être pourvues de presse-étoupes de dimension appropriée et de qualité marine.

Les câbles et les conducteurs qui traversent les structures et qui ne sont pas munis de presse-étoupes de qualité marine doivent être protégés contre l'usure par frottement au moyen de passe-câbles résistant à l'abrasion.

Lorsque possible, éviter de faire passer les câbles à travers des espaces remplis de mousse. Se cela est nécessaire, les faire passer dans un tube en PVC. Le tube doit être installé de façon à ne pas capter d'eau.

7.0 COQUE

Tous les composants et structures (coque, pont, cabine, sièges, etc.) doivent être suffisamment robustes pour résister aux forces de charge impulsives latérales et verticales associées aux exigences opérationnelles de l'embarcation dans des conditions de charge normales.

- 7.0.1 L'extérieur de la coque, du pont et de la console doit être construit par joints soudés. Les sections de la structure sujettes aux vibrations à proximité des plaques de fondation de machinerie près de la zone d'étrave et exposées aux chocs doivent également être construites par joints soudés.
- 7.0.2 La coque doit être conçue pour abriter un nombre suffisant de compartiments remplis de mousse afin de maintenir une stabilité adéquate et assurer une bonne flottabilité lorsque l'embarcation est inondée et chargée. La mousse doit être de type Foamsulate TM 4255-245 ou l'équivalent, injectée conformément à la norme CAN/ULC S705.
- 7.0.3 Le pont au-dessus des compartiments étanches doit être pourvu de plaques ou d'écouilles boulonnées facilement amovibles pour réparer les réservoirs et les compartiments de flottaison situés en dessous, ainsi que de couvercles séparés (20,3 cm [8 po]) aux fins d'inspection des composants du système d'alimentation en carburant et pour avoir un accès rapide aux aires fonctionnelles, conformément à la norme TP-1332 de la DSMTC.
- 7.0.4 Quille d'échouage – Une quille d'échouage en aluminium doit être installée sur toute la longueur de la quille et se prolonger d'au moins 100 mm des deux côtés de la quille afin de protéger l'embarcation des dommages dus aux échouages ou à des dangers semblables. Cette quille doit respecter la performance et les capacités de tenue de mer; elle doit être assez résistante pour résister aux forces impulsives latérales et verticales associées aux exigences opérationnelles de l'embarcation.
- 7.0.5 Un œillet de proue doit être installé sur la proue de l'embarcation aux fins de remorquage.
- 7.0.6 Deux (2) œilletons doivent être fixés au tableau de l'embarcation pour l'arrimer à la remorque.

8.0 ÉQUIPEMENT D'URGENCE ET DE SÉCURITÉ

Les articles suivants doivent être fournis avec les accessoires appropriés pour le rangement et l'arrimage. Toutes les fixations fournies par l'entrepreneur doivent être fabriquées en acier inoxydable 316 de qualité industrielle et résistant à la corrosion.

Tous les articles doivent être facilement accessibles.

- a) Deux (2) pagaies avec taquets de rangement.
- b) Deux (2) extincteurs d'incendie (catégorie 5BC, de qualité marine) avec supports de fixation installés sur l'embarcation.
- c) Une civière de sauvetage d'homme à la mer pour le sauvetage/récupération de patients pouvant se ranger à l'écart et prête à utiliser (p. ex., Sea Scoopa de Ferno).
- d) Une (1) bouée de sauvetage d'homme à la mer avec support de fixation.
- e) Une (1) gaffe d'embarcation avec support de fixation.
- f) Deux (2) ancres de grosseur convenable et le matériel connexe, y compris la chaîne et la corde (rangées dans un compartiment à l'avant du bateau).

9.0 SYSTÈMES – GÉNÉRALITÉS

9.1 SYSTÈME DE PROPULSION

Deux moteurs hors-bord, fournis et installés par l'entrepreneur conformément aux instructions du fabricant. Les moteurs doivent être de la même marque et du même modèle, c'est-à-dire deux moteurs hors-bord Evinrude E-TEC GEN 2 à deux temps de 250 chevaux, contrarotatifs.

L'entrepreneur doit fournir toutes les commandes et les indicateurs, ainsi que les pièces de fixation pour les moteurs Evinrude et le moteur auxiliaire E-Tec H.O. de 15 chevaux. Tous les équipements et accessoires de moteur installés doivent être approuvés par le fabricant du moteur.

L'entrepreneur ne doit pas utiliser d'équipement ou d'accessoires sur les moteurs, même pour les mises à l'essai, pouvant d'une quelconque manière annuler les garanties du fabricant.

9.2 HÉLICE(S)

- a) L'entrepreneur doit fournir trois (3) ensembles d'hélices (un ensemble en guise de rechange pour chacun des hors-bord principaux et le moteur auxiliaire) pour l'embarcation en construction.
- b) Les hélices doivent avoir les dimensions appropriées et être installées par l'entrepreneur.
- c) L'entrepreneur doit transmettre à l'autorité technique les indications concernant le pas et le diamètre des hélices afin de répondre aux exigences de rendement telles que déterminées par le contrôle de conception rédigé par l'entrepreneur.

9.3 COMMANDES

- a) L'installation du système de commande de propulsion électronique doit comprendre un dispositif de commande de moteurs numérique à habitacle double ICON II EST Premium situé du côté tribord de la console de barre. Les commandes doivent être conformes aux recommandations du fabricant du moteur et ne doivent nuire à aucune autre commande.

- b) Le système de commande à manette iDock d'Evinrude doit être installé sur la console de barre conformément aux spécifications du fabricant.
- c) Les commandes doivent être fournies par l'entrepreneur.
- d) L'inclinaison doit être synchronisée entre les deux moteurs et des commandes doivent aussi permettre le réglage individuel de l'assiette.
- e) Si possible, le groupe moteur doit être doté d'un dispositif d'arrêt automatique à cordon (coupe-circuit) pour les moteurs hors-bord, monté près des commutateurs d'allumage.

9.4 VÉRIFICATION DE L'INSTALLATION

L'installation des moteurs, des commandes, des systèmes de lubrification et d'alimentation en carburant, des manomètres et des connexions de batteries doit être vérifiée par un technicien autorisé. Un technicien autorisé doit mettre les moteurs en marche, rédiger un rapport et en remettre une copie à l'autorité technique.

9.5 RODAGE DES MOTEURS

L'entrepreneur doit respecter la procédure de rodage des moteurs établie par le fabricant.

9.6 PROTECTION DES COMMANDES

Les câbles de commande, les câbles électriques pour les moteurs et les tuyaux hydrauliques de la commande de direction doivent passer dans des conduits plastiques résistants aux UV (gainex) ou l'équivalent. Les conduits doivent être installés de façon à ce qu'aucun câble ne soit immergé dans l'eau.

9.7 SYSTÈME DE CARBURANT

Le système complet d'alimentation en carburant doit être fourni, installé, étiqueté et mis à l'essai conformément à la section 7 de la norme TP 1332 de la DSMTC et aux spécifications de l'ABYC.

- a) Le système d'alimentation en carburant doit comprendre un (1) filtre/séparateur d'eau avec cuvette transparente par moteur, et adaptée au circuit d'alimentation des moteurs hors-bord à essence.
- b) Les robinets de carburant doivent être facilement accessibles et étiquetés conformément aux directives de la norme TP 1332 de la DSMTC.
- c) Le goulot de remplissage verrouillable doit être situé dans un compartiment étanche et ventilé, conçu pour récupérer le carburant provenant d'un trop-plein ou d'un refoulement, afin qu'il ne pénètre pas dans le bateau, conformément à la norme TP 1332 de la DSMTC.
- d) Tous les réservoirs de carburant doivent être équipés d'une soupape anti-siphonnement à chaque point d'aspiration.
- e) Les conduits de mise à l'air libre des réservoirs de carburant doivent être équipés d'un clapet antiretour.

9.8 RÉSERVOIR DE CARBURANT

- a) L'embarcation doit être pourvue de deux (2) réservoirs de carburant comprenant des chicanes, au besoin.
- b) La capacité totale doit être de trois cents (300) litres.
- c) Les réservoirs de carburant doivent subir un essai hydrostatique ou un essai à l'air à une pression de 3,0 lb/po² et être étiquetés conformément à la norme TP-1332 de la DSMTC.
- d) Les réservoirs de carburant doivent être pourvus d'une jauge de carburant, câblée à l'écran tactile ICON TOUCH 7.0 CTS situé sur le tableau de bord de la console.
- e) Les réservoirs de carburant doivent être équipés de soupapes anti-siphonnement à chaque point de succion si le débit répond aux exigences du fabricant.
- f) Les deux (2) réservoirs de carburant doivent être équipés de vannes d'interconnexion de sorte que les moteurs puissent pomper le carburant de l'un ou l'autre des réservoirs. Les vannes doivent être clairement identifiées.

10.0 SYSTÈME ÉLECTRIQUE

La conception du système électrique, la sélection et l'installation des composants doivent être effectuées conformément à la norme CSA C22.2 n° 183.2-M1983 (R1999) – « Installations électriques à courant continu (c.c.) à bord des bateaux » et aux normes TP-1332 de la DSMTC ou ABYC « E » auxquelles le présent document fait référence. Tout l'équipement et le matériel électriques doivent être installés conformément aux spécifications du fabricant. Les équipements électriques qui doivent être étanches (p. ex., le tableau de distribution sur la console) seront réputés acceptables s'ils sont conformes aux normes IP66. Un panneau de disjoncteurs comprenant au moins dix (10) circuits doit être inclus. L'entrepreneur doit s'assurer que le panneau de disjoncteurs peut offrir une capacité supplémentaire de 10 %, ou abriter au moins deux (2) disjoncteurs de rechange (selon l'option qui offre le plus de capacité).

Un système de distribution de 12 V c.c. doit être fourni pour alimenter les charges de démarrage des moteurs et de service de l'embarcation. Le système doit comprendre les éléments suivants :

- a) Équipement de navigation
- b) Feux de navigation.
- c) Éclairage intérieur
- d) Instruments
- e) Pompe(s) de cale
- f) Systèmes électroniques
- g) Systèmes de communication
- h) Système d'eau potable sous pression
- i) Réfrigérateur
- j) Essuie-glaces.
- k) Ventilateurs de pare-brise

Tout l'équipement électrique doit être installé de manière à fonctionner sans causer d'interférences aux autres équipements ou au compas magnétique.

L'équipement électrique doit être facilement accessible aux fins d'entretien.

Deux (2) prises électriques de type allume-cigare de 12 V et de qualité marine doivent être installées sur la console de l'opérateur ou à proximité.

10.1 BATTERIES, INTERRUPTEURS ET CHARGEURS

- a) L'embarcation doit être équipée d'un système à deux (2) batteries à décharge profonde dotées d'un commutateur et branchées conformément aux spécifications techniques fournies par le fabricant des moteurs.
- b) Les batteries doivent être de qualité marine, à mat de verre ou à électrolyte solide sans entretien pour empêcher les fuites. Elles doivent produire une intensité au démarrage d'au moins 800 A.
- c) Les interrupteurs des batteries doivent être encastrés afin d'empêcher l'accrochage ou la commutation accidentelle.
- d) Les compartiments des batteries doivent être étanches et munis d'un dispositif d'évacuation des gaz convenable.

10.2 ÉCLAIRAGE

- a) La rétrodiffusion de l'éclairage de la console doit être minimisée à la conception. Dans tous les cas et dans la mesure du possible, des gradateurs de qualité marine doivent être posés et pouvoir atténuer l'éclairage des indicateurs du moteur et des autres indicateurs indépendamment de l'éclairage du compas.
- b) Les feux de navigation doivent être conformes au *Règlement sur les abordages* de la LMMC.
- c) Les feux de navigation doivent être fixés en permanence et étanches.
- d) Les ampoules dans les feux de navigation doivent être conçues pour résister aux vibrations et à l'humidité et être protégées des dommages lorsque l'embarcation est à couple ou accostée à un quai commercial.
- e) Les feux de navigation doivent être installés de manière à ne pas gêner la vue de l'opérateur.
- f) Le feu de mât et de mouillage doit être situé sur le toit de la cabine. Deux interrupteurs de tableau de bord doivent être fournis et étiquetés comme suit : Nav 1 (tête de mât et mouillage) et Nav 2 (feux de côté).
- g) Phare de recherche étanche 12 V de sept pouces (7 po) monté sur le toit, câblé au système électrique de l'embarcation avec télécommande montée sur la console offrant une rotation minimale de 300 °.
- h) Projecteurs à bâbord et tribord montés sur la cabine et commandés indépendamment par deux interrupteurs marqués en conséquence.

10.3 POMPE ET DRAINAGE

- a) Une pompe de cale électrique de capacité appropriée doit être montée dans chaque cloison étanche, ainsi qu'une pompe de cale manuelle à

membrane. La pompe de cale doit être située de manière à pouvoir aspirer depuis le point le plus bas de la coque. Des tuyaux doivent déverser l'eau de la pompe de cale directement par-dessus bord. La pompe de cale électrique doit être pourvue d'une commande pour s'activer automatiquement lorsqu'il y a de l'eau dans la cale. Un sélecteur de commande doit être posé sur la console de l'opérateur et permettre de choisir les réglages suivants : « Marche », « Arrêt » et « Automatique ». Un voyant et une alarme sonore doivent être installés sur la console et se déclencher lorsque la pompe de cale entre en fonction. Les pompes de cale doivent être câblées directement à la batterie pour être prêtes à fonctionner en tout temps, conformément à la norme TP 1332 de la DSMTC.

- b) Des orifices de vidange rapide des drains doivent être situés à l'arrière de l'embarcation.
- c) Drainage de la coque : Un bouchon fileté résistant à la corrosion doit être vissé au point le plus bas de la coque pour permettre de la drainer lorsque l'embarcation est hors de l'eau.

10.4 COMPAS MAGNÉTIQUE

L'entrepreneur doit fournir et installer un compas Ritchie-Helmsman de la série 740 avec couvercle ou l'équivalent, encastré dans la console de l'opérateur. Une source lumineuse non blanche (rouge ou verte) doit être raccordée au système électrique de 12 V c.c. et pourvue de son propre gradateur étanche de qualité marine. Le compas doit être réglable afin de compenser la déviation.

11.0 ÉQUIPEMENT ÉLECTRONIQUE ET DE NAVIGATION

Cette embarcation doit être équipée de l'ensemble électronique de navigation suivant, intégrant des affichages placés sur le tableau de bord au moyen de supports de fixation, en plus de l'équipement requis par le Règlement sur les abordages (COLREGS). L'autorité technique du propriétaire doit en approuver la disposition. Toutes les antennes doivent être montées sur le toit et pourvues de branchements amovibles pour le transport sur route. Toutes les entrées de câble doivent passer dans des presse-étoupes étanches. Toute modification doit d'abord être approuvée par le Canada.

- a) Une (1) radio SIA (système d'identification automatique) Garmin VHF avec antenne. Le SIA doit s'afficher sur le traceur de cartes.
- b) Un (1) radar Garmin 18HD avec radôme et d'une capacité d'affichage de 48 milles marins à l'écran du traceur de cartes.
- c) Un (1) traceur de cartes Garmin GPS Map 922 à écran tactile avec carte de base du monde.
- d) Une (1) unité sonar Garmin Panoptix 3D avec Real Vu 3D Forward, 3D Historical et 3D Down.

12.0 PEINTURE ET PROTECTION CONTRE LA CORROSION

- a) Les composants tout en aluminium de l'embarcation, à l'exception de la coque, doivent être recouverts de peinture en poudre gris militaire Zolatone ou l'équivalent.
- b) Avant la livraison de l'embarcation, l'entrepreneur doit vérifier que toutes les surfaces en aluminium exposées et non peintes sont exemptes d'imperfections, y compris les marques de fabrication, les égratignures, les entailles et les taches.
- c) La coque doit être protégée à l'aide d'anodes sacrificielles boulonnées sur l'embarcation, selon les besoins, pour protéger la coque et les moteurs dans un environnement d'eau douce.
- d) Le fini de surface de l'ensemble du pont exposé aux intempéries et le dessus des pavois doivent être peints tout en étant antidérapants et non glissants.

13.0 REMORQUE

- a) La remorque doit être cotée à une capacité 20 % supérieure au poids de l'embarcation « mouillée » et présenter les caractéristiques suivantes :
 - a. construction en acier galvanisé soudé, essieu tandem;
 - b. avec protection des roulements d'essieu et raccord de graissage;
 - c. feux de freinage, de position, clignotants et feux de recul avec connecteur de câblage VR à sept (7) broches;
 - d. système de freinage électrique conforme aux règlements du territoire d'utilisation;
 - e. treuil d'étrave avec sangle de treuil et cric d'étrave;
 - f. pneus radiaux;
 - g. cric de stationnement avec roulette;
 - h. roue de secours pleine grandeur et support;
 - i. rouleaux, trousse de purge des freins;
 - j. ailes « marchepied » à haute résistance;
 - k. attelage convenant à une boule de deux et cinq seizièmes de pouce (2 5/16 po).
- b) La remorque doit être munie d'ailes et de garde-boue conformes aux normes de Transports Canada et être équipée de feux de signalisation adéquats. La remorque doit être pourvue de (2) deux chaînes de sécurité galvanisées avec manilles de dimension et de capacité appropriées. Toutes les connexions électriques doivent être scellées et étanches à l'air.
- c) La remorque doit être pourvue d'un treuil manuel à deux (2) vitesses de grosseur et de capacité convenables, ainsi que d'un câble de sangle tissée et d'un crochet convenant à la charge nominale de la remorque. La longueur de la sangle tissée doit être d'au moins 914 cm. Les côtés de la remorque doivent être pourvus de deux (2) œillets par côté pour les manilles servant à arrimer l'embarcation à la remorque. L'entrepreneur doit fournir deux (2) câbles/sangles de retenue adéquats et réglables. Une chaîne de sécurité et une manille galvanisées doivent être fournies à l'avant de la chape pour arrimer l'étrave de l'embarcation.
- d) La remorque doit être ajustée à l'embarcation. Le treuil, le pied et les tendeurs doivent pouvoir résister à de longs voyages en terrain accidenté.
- e) La remorque doit être certifiée comme pouvant être utilisée sur les voies publiques de toutes les provinces et territoires.

14.0 TESTS ET ESSAIS

L'entrepreneur doit au moins inspecter et tester les éléments ci-après pour s'assurer qu'ils sont conformes aux exigences du contrat et fonctionnent adéquatement (« fonctionnement adéquat » signifie qu'il est possible de démarrer, d'utiliser et de brancher l'élément en question et de démontrer qu'il fonctionne normalement, le cas échéant). Toutes les anomalies doivent être corrigées avant la livraison. Les inspections et les essais requis constituent un minimum et ne visent pas à remplacer les contrôles, les examens, les inspections ou les essais effectués habituellement par l'entrepreneur pour assurer la qualité de l'embarcation. Les inspections et les essais visent les éléments suivants :

- a) Poids
- b) Qualité de la construction
- c) Moteurs de propulsion, y compris le démarrage
- d) Commandes de propulsion
- e) Système de direction
- f) Système de carburant
- g) Système électrique
- h) Système électronique

14.1 ESSAIS EN MER – GÉNÉRALITÉS

Essais en mer - L'entrepreneur doit réaliser des essais en mer pour démontrer que l'embarcation et son équipement répondent aux critères énoncés dans le contrat. À moins d'indication contraire, l'entrepreneur doit assumer toutes les dépenses liées aux essais en mer, y compris le carburant. Pendant les essais en mer, l'embarcation doit être pilotée par un équipage fourni par l'entrepreneur.

Essais de vitesse - Les essais de vitesse doivent être effectués sur un parcours d'une longueur minimale d'un (1) mille marin. Deux (2) essais doivent être réalisés sur le parcours, un (1) dans chaque direction, et il faut calculer la moyenne des vitesses atteintes au cours des deux (2) essais. Les données GPS (moyennes) sont acceptables.

Essai d'endurance - L'embarcation doit être à pleine charge et naviguer à vitesse maximale au moins toutes les dix (10) minutes pendant plus d'une (1) heure en tenant compte des procédures de rodage de l'équipement. Au cours des essais d'endurance, il faut démontrer que tous les éléments des systèmes de propulsion fonctionnent intégralement. Tous les systèmes doivent fonctionner pour en vérifier la lubrification, la commande et l'alignement. La consommation de carburant pendant l'essai d'une heure doit être notée.

Propulsion en marche arrière - L'embarcation doit être manœuvrée en marche arrière afin de vérifier son fonctionnement en marche arrière. Pendant ces essais, la commande des gaz doit être réglée de manière à obtenir le tiers de la puissance nominale des moteurs. Dans le but de vérifier la performance des moteurs en marche arrière en situation d'arrêt d'urgence et de tester la résistance des assises,

effectuer deux (2) arrêts complets en lançant l'embarcation à vitesse maximale en marche avant, puis en la stoppant sans erre en utilisant la marche arrière. Le temps requis pour effectuer cet essai doit être consigné.

Gouverne - Des essais doivent être réalisés sur la gouverne pour démontrer l'efficacité du système de direction dans toutes les conditions d'exploitation. Des essais de manœuvre doivent être effectués pour assurer la conformité de l'embarcation avec toutes les exigences énoncées. Ces essais de manœuvre doivent être réalisés à charge normale, puis à pleine charge.

L'autorité contractante et l'autorité technique doivent être avisées pas moins de deux (2) semaines avant le début des essais en mer. À tout le moins, l'autorité technique doit assister aux essais en mer. Les résultats des essais en mer doivent être transmis à Pêches et Océans Canada avant la livraison de l'embarcation.

Au terme des essais en mer, l'embarcation doit être nettoyée et inspectée à fond. Le système de refroidissement des moteurs doit être rincé à l'eau douce. L'entrepreneur doit réparer, à la satisfaction de Pêches et Océans Canada, tout dommage à l'embarcation ou à son équipement causé par les essais en mer.

Pour les besoins des essais, on comprend que les conditions de charge normale correspondent à l'embarcation de base, tous ses équipements normaux, le plein de carburant et tout autre article ou charge précisé dans les Renseignements sur l'embarcation (voir la section 4.1).

L'inspection avant livraison doit être effectuée seulement lorsque tous les essais ont été réalisés de façon satisfaisante et que les données connexes sont disponibles pour examen par l'autorité technique. L'embarcation doit être prête à livrer à tous les égards, sauf pour ce qui est de la préparation finale avant le transport. L'entrepreneur doit offrir les services du personnel nécessaire pour répondre à toute question et pour faire la démonstration du fonctionnement de l'équipement, de son entretien, de son accessibilité, de son démontage et de son installation. L'entrepreneur doit consigner tous les résultats de l'inspection définitive et les transmettre à l'autorité technique. Une copie papier des résultats des essais doit accompagner les documents fournis avec l'embarcation. S'il y a lieu, les numéros de série et d'autres données d'identification doivent être consignés pour l'embarcation et les moteurs et soumis à l'autorité technique.

L'entrepreneur doit consigner et documenter tous les calculs de stabilité et les résultats d'essais (conformément à la norme TP 1332 de la DSMTCC) et les rendre disponibles, comme énoncé à la section 14.3, Publications techniques.

Une inspection de livraison doit être effectuée par l'autorité technique ou son représentant au lieu de livraison avant l'acceptation de Pêches et Océans Canada. L'entrepreneur doit réparer, à la satisfaction de Pêches et Océans Canada, tout dommage à l'embarcation ou à son équipement causé par l'expédition. L'entrepreneur doit consigner les résultats de l'inspection d'acceptation et les

soumettre à l'autorité contractante aux fins d'acceptation de l'embarcation.

L'entrepreneur doit conserver les dossiers d'essais de l'embarcation pendant au moins deux (2) ans. Il doit préparer une fiche de contrôle certifiant que chaque essai a été effectué. La fiche doit indiquer le poids réel de l'embarcation à l'état lège. Elle doit aussi comprendre le poids total en charge.

15.0 DOCUMENTATION

Toute la documentation doit être fournie dans les deux langues officielles (en français et en anglais).

15.1 PLAQUE D'IDENTIFICATION

Une (ou plusieurs) plaque d'identification doit être apposée conformément à la norme TP-1332 de la DSMTCC.

15.2 PUBLICATIONS TECHNIQUES

L'entrepreneur doit fournir, au moment de la livraison de l'embarcation, des ensembles complets de publications techniques, y compris un manuel du propriétaire/utilisateur détaillé contenant une description matérielle et fonctionnelle de l'embarcation, de sa machinerie et de son équipement, ainsi que les documents portant sur l'essai de livraison et les résultats des essais en mer. Le manuel doit comprendre, entre autres, les sections suivantes : Renseignements généraux, Renseignements techniques et Liste des pièces de rechange.

L'entrepreneur doit fournir un certain nombre de copies des publications techniques comme suit :

- a) Une (1) copie papier complète et une (1) copie électronique complète sur clé USB de toutes les publications techniques pour l'opérateur. Les copies doivent être livrées avec l'embarcation.
- b) Une (1) copie papier complète et une (1) copie électronique complète sur clé USB de toutes les publications techniques pour l'autorité technique. Les copies doivent être livrées à l'adresse indiquée dans le contrat.

15.3 SECTION DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

La section des renseignements généraux doit notamment comprendre une description de la disposition et de la fonction de l'ensemble des structures, des systèmes, de l'accastillage et des accessoires de l'embarcation, ainsi que les illustrations connexes :

- a) Procédures d'exploitation
- b) Caractéristiques de fonctionnement de base (comme les températures, les pressions, les débits)
- c) Exigences et dessins relatifs à l'installation, au montage et au démontage, avec illustrations détaillées pour chaque étape
- d) Entretien préventif recommandé
- e) Procédures de dépannage complètes

15.4 SECTION DES RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES

La section des Renseignements techniques doit comprendre une série complète de manuels détaillés du propriétaire ou de l'utilisateur, des dessins, des listes de pièces et des renseignements complémentaires pour tous les composants de l'embarcation. Ces documents peuvent être compilés par l'entrepreneur ou acquis auprès de sources externes et porteront sur les éléments suivants :

- a) Liste des pièces de rechange d'origine : La liste des pièces doit comprendre le nom, le numéro de pièce, le numéro de série, le cas échéant, des pièces, articles ou composants ainsi que les coordonnées du fournisseur (nom, adresse, numéro de téléphone et adresse courriel) de la pièce, de l'article ou du composant, et préciser dans quelle partie des caractéristiques techniques il est mentionné.
- b) Coque : données sur la coque.
- c) Numéros de série de l'équipement et cartes de garantie.
- d) Feuille de vérification d'essai pour l'essai préliminaire en usine.
- e) Numéros de série des moteurs, de l'équipement et du système de propulsion.
- f) Composants électroniques (le cas échéant) : numéro de modèle et numéro de série.
- g) Information sur la réglementation et la stabilité, comme définie par la norme TP-1332 de la DSMTC.

15.4.1 Tous les composants installés à bord doivent être accompagnés d'une fiche de données sur les tâches d'entretien dûment remplie avant que l'embarcation soit acceptée de l'entrepreneur. Ces renseignements doivent servir à alimenter la base de données pour l'entretien de l'embarcation.

15.4.2 Les certificats d'acceptation et les bulletins ou certificats de conformité distribués avec l'équipement (comme les appareils de sauvetage, les rapports d'essai moteur, les certificats de calibration, les certificats des feux de position, les certificats des systèmes d'extinction d'incendie et les formulaires de notation de la mousse de flottaison).

15.4.3 Les publications techniques doivent également comprendre une liste de pièces de rechange d'origine qu'il est recommandé de stocker à bord de l'embarcation. Au minimum, la liste doit contenir les éléments suivants (si indiqué) :

- a) Propulsion : hélices, filtres, rotor de pompe à eau, batteries, câbles de manette de poussée et de levier sélecteur, et outils spéciaux pour les moteurs.
- b) Composants électriques : disjoncteurs du tableau, fusibles, ampoules.
- c) Structure et accastillage de l'embarcation : assortiment de fixations fréquemment utilisées.

15.5 DOCUMENTS LIVRABLES SUPPLÉMENTAIRES

Les documents supplémentaires suivants doivent être fournis avec chaque ensemble de manuels livré :

- a) Un certificat d'enregistrement du jaugeage conformément à la norme TP 13430 (<http://www.tc.gc.ca/eng/marinesafety/svcp-gt-3948.htm>).
- b) Inscription au Programme de conformité des petits bâtiments à : <http://www.tc.gc.ca/eng/marinesafety/svcp-menu-3633.htm>.
- c) Deux (2) ensembles d'actes de vente doivent être livrés pour l'embarcation. Une copie doit être fournie dans les manuels livrés avec l'embarcation, tandis que l'autre doit être livrée avec les manuels destinés à l'autorité technique.
- d) Résultats des tests et essais selon l'annexe A.
- e) Tests du constructeur et feuilles de vérification des essais remplies pendant la construction.

16.0 EXPÉDITION ET LIVRAISON

Avant l'expédition, l'embarcation doit être nettoyée, munie de la protection appropriée et emballée conformément à la présente section.

- a) Avant l'expédition, l'embarcation doit être placée sur sa remorque, nettoyée, pourvue de la protection appropriée et emballée conformément aux dispositions de la présente section. Toutes les parties de l'embarcation doivent être nettoyées avant son emballage pour l'expédition. Les cales doivent être sèches et exemptes d'huile, et les réservoirs de carburant doivent être remplis et contenir du stabilisateur de carburant.
- b) Le système de propulsion doit recevoir un traitement de protection, conformément aux recommandations du fabricant, pour un entreposage d'un (1) an au plus dans un environnement assujéti au gel.
- c) Les batteries doivent être débranchées. Une plaque d'avertissement doit être fixée au volant de direction à l'aide d'un fil métallique afin d'indiquer que l'embarcation a reçu un traitement de protection pour l'expédition et l'entreposage et qu'elle ne doit pas être mise en marche tant que l'équipement de propulsion n'a pas été remis en état de fonctionnement.
- d) Tous les points de contact avec l'embarcation doivent être coussinés. Un emballage moulant doit être fourni pour protéger l'embarcation pendant le transport et l'entreposage.
- e) L'embarcation doit être livrée à l'adresse suivante aux frais de l'entrepreneur : Pêches et Océans Canada, 501 University Crescent, Winnipeg, Manitoba R3T 2N6.

ANNEXE – B – BASE DE PAIEMENT**B-1 Lieu de travail proposé :**

Installations de l'entrepreneur _____

B-2 Montant du contrat

Le montant est exprimé en dollars canadiens, droits de douane inclus et taxes applicables en sus, rendus droits acquittés selon les Incoterms.

Item	Description	Quantités	Prix étendue ferme
a.	Travaux prévus – navire Comme défini et décrit dans la partie 7, article 7.2 et l'annexe A – Énoncé des travaux et l'annexe D Questions des soumissionnaires et réponses du Canada Prix ferme de :	2	\$ _____
b.	Travaux prévus – remorque Comme défini et décrit dans la partie 7, article 7.2 et l'annexe A – Énoncé des travaux et l'annexe D Questions des soumissionnaires et réponses du Canada Prix ferme de :	2	\$ _____
c.	Expédition/Livraison (1 navire et 1 remorque) droits acquittés selon les INCOTERMS Winnipeg, Mb suivant la partie 7, articles 7.4.4 et 7.4.5 Prix ferme de :	2	\$ _____
d.	PRIX [a + b + c] Pour un PRIX de : (les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus)		\$ _____

B-3 Tarif d'imputation/Marge bénéficiaire sur le matériel/Options

Pour la réalisation de travaux supplémentaires autorisés, y compris des modifications techniques ou de conception, l'entrepreneur sera payé selon le tarif d'imputation horaire ferme de :

_____ \$ de l'heure, TPS ou TVH en sus,

Il s'agira d'un tarif moyen englobant toutes les catégories de main-d'œuvre, d'ingénierie et de travail de contremaître, ainsi que tous les frais généraux, la supervision et les bénéfices.

Le tarif d'imputation horaire de la main-d'œuvre demeurera ferme pour la durée du contrat et toutes autres modifications subséquentes.

Heures supplémentaires

Aucune heure supplémentaire ne pourra être facturée sans l'autorisation écrite préalable de l'autorité contractante, et uniquement dans le cadre des travaux supplémentaires autorisés.

Les taux d'heures supplémentaires sont les suivants :

Taux et demi : _____ \$/par personne par heure

Taux double : _____ \$/par personne par heure

Les heures supplémentaires seront calculées et payées comme suit :

Taux et demi : Taux et demi x tarif d'imputation

Taux double : Taux double x tarif d'imputation

B-4 Matériaux pour les travaux supplémentaires comprenant les modifications techniques ou de conception :

Pour la réalisation des travaux visant la fourniture de matériaux découlant de travaux supplémentaires autorisés, y compris des modifications de conception ou de portée des travaux, l'entrepreneur se verra verser le coût des matières directes définies dans la clause 1031-2 Principes des coûts contractuels, majoré de 10 %, TPS ou TVH en sus, selon le cas. À part la majoration de 10 %, aucuns autres frais relatifs à la fourniture de matériel, aux assurances, à la manutention, à l'entreposage et aux activités de cette nature ou de toute autre nature ne seront acceptés dans le cadre des travaux supplémentaires.

Le taux de majoration des matériaux s'appliquera également aux coûts des contrats de sous-traitance. Le taux de majoration comprend toutes les indemnités pour la gestion des matériaux et de la sous-traitance qui n'entrent pas dans le tarif d'imputation pour la main-d'œuvre. L'entrepreneur n'aura pas droit à une indemnité distincte pour l'achat et la manutention des matériaux ou pour l'administration de la sous-traitance.

Le taux de majoration pour les matériaux demeurera ferme pour toute la durée du contrat et les autres modifications s'y rattachant.

B-5 Prix d'embarcations gonflables à bateau (aluminum) et de remorques supplémentaires :

(i) Si d'autres fonds sont mis à disposition, Pêches et Océans Canada pourrait décider d'acheter jusqu'à 2 bateau et remorque, **annexe A Énoncé des besoins techniques (Contrat)** et **annexe C – Questions des soumissionnaires et réponses du Canada (Contrat)**.

(ii) Le Canada se réserve le droit de négocier le prix de l'option.

Le prix est en dollars canadiens, les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus

Item	Description	Unit	Prix Unitaire	Prix etendue ferme
a.	Known Work – additional (bateau) Conformément à la partie 7, à l'article 7.2 et à l'annexe A - Énoncé des besoins techniques et à l'annexe D - Questions des soumissionnaires et réponses du Canada.. Expédition et livraison Incoterms 2000 DDP à destination exclus	2	\$ _____	\$ _____ ¹
b.	Known Work –additional (remorquer) Conformément à la partie 7, à l'article 7.2 et à l'annexe A - Énoncé des besoins techniques et à l'annexe D - Questions des soumissionnaires et réponses du Canada.. Expédition et livraison Incoterms 2000 DDP à destination exclus	2	\$ _____	\$ _____
c.	Prix [a + b] Prix ferme de :			\$ _____

B-6 Tarif d'imputation/Marge bénéficiaire sur le matériel/Options

Pour la réalisation de travaux supplémentaires autorisés, y compris des modifications techniques ou de conception, l'entrepreneur sera payé selon le tarif d'imputation horaire ferme de :

_____ \$ de l'heure, TPS ou TVH en sus,

Il s'agira d'un tarif moyen englobant toutes les catégories de main-d'œuvre, d'ingénierie et de travail de contremaître, ainsi que tous les frais généraux, la supervision et les bénéfices.

Le tarif d'imputation horaire de la main-d'œuvre demeurera ferme pour la durée du contrat et toutes autres modifications subséquentes.

Heures supplémentaires

Aucune heure supplémentaire ne pourra être facturée sans l'autorisation écrite préalable de l'autorité contractante, et uniquement dans le cadre des travaux supplémentaires autorisés.

Les taux d'heures supplémentaires sont les suivants :

Taux et demi : _____ \$/par personne par heure

Taux double : _____ \$/par personne par heure

Les heures supplémentaires seront calculées et payées comme suit :

Taux et demi : Taux et demi x tarif d'imputation

Taux double : Taux double x tarif d'imputation

B-7 Matériaux pour les travaux supplémentaires comprenant les modifications techniques ou de conception :

Pour la réalisation des travaux visant la fourniture de matériaux découlant de travaux supplémentaires autorisés, y compris des modifications de conception ou de portée des travaux, l'entrepreneur se verra verser le coût des matières directes définies dans la clause 1031-2 Principes des coûts contractuels, majoré de 10 %, TPS ou TVH en sus, selon le cas. À part la majoration de 10 %, aucuns autres frais relatifs à la fourniture de matériel, aux assurances, à la manutention, à l'entreposage et aux activités de cette nature ou de toute autre nature ne seront acceptés dans le cadre des travaux supplémentaires.

Le taux de majoration des matériaux s'appliquera également aux coûts des contrats de sous-traitance. Le taux de majoration comprend toutes les indemnités pour la gestion des matériaux et de la sous-traitance qui n'entrent pas dans le tarif d'imputation pour la main-d'œuvre. L'entrepreneur n'aura pas droit à une indemnité distincte pour l'achat et la manutention des matériaux ou pour l'administration de la sous-traitance.

Le taux de majoration pour les matériaux demeurera ferme pour toute la durée du contrat et les autres modifications s'y rattachant.

N° de l'invitation - Solicitation No.
F2441-170021
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F2441-170021

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID
XLV166
N° CCC / CCC No./N° VME - FMS

ANNEXE - C – QUESTIONS DES SOUMISSIONNAIRES ET RÉPONSES DU CANADA

Article	Spécifications - description	Questions soumissionnaire	Réponses du Canada

N° de l'invitation - Solicitation No.
F2441-170021
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F2441-170021

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID
XLV166
N° CCC / CCC No./N° VME - FMS

ANNEXE - D – LISTE DES SOUS-TRAITANTS

Reference de specification	Description des biens et services (y compris la marque et le n° de modèle	Nom du fournisseur	Adresse du fournisseur

ANNEXE - E - DETAILED FINANCIAL BID PRESENTATION SHEET

Le montant de la soumission sera évalué en dollars canadiens, droits de douane inclus et taxes applicables en sus, rendus droits acquittés selon les Incoterms.

Item	Description	Quantité	Prix Ferme etendue
a.	Travaux prévus –navire Comme défini et décrit dans la partie 7, article 7.1 et l'annexe A – Énoncé des travaux et l'annexe C Questions des soumissionnaires et réponses du Canada Prix ferme de :	2	_____ \$
b.	Travaux prévus –remorque Comme défini et décrit dans la partie 7, article 7.1 et l'annexe A – Énoncé des travaux et l'annexe C Questions des soumissionnaires et réponses du Canada Prix ferme de :	2	_____ \$
c.	Expédition/Livraison (navire et remorque) droits acquittés selon les INCOTERMS Winnipeg (m.b.) suivant la partie 7, articles 7.4.4 et 7.4.5 Prix ferme de :	2	_____ \$
d.	Travaux non prévus (pour évaluation) <i>Coût en main-d'œuvre</i> : Heures de travail estimatives à un taux d'imputation ferme de la main-d'œuvre, y compris les coûts indirects et le profit : 50 heures-personnes X _____ \$ de l'heure pour un PRIX de : Voir l'article E-1 ci-dessous.	50	_____ \$
e.	PRIX D'ÉVALUATION [a + b + c + d] Pour un PRIX D'ÉVALUATION de : (les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus)		_____ \$

E-1 Tarif d'imputation/Marge bénéficiaire sur le matériel/Options

Pour la réalisation de travaux supplémentaires autorisés, y compris des modifications techniques ou de conception, l'entrepreneur sera payé selon un tarif d'imputation horaire ferme de :

_____ \$ de l'heure, TPS ou TVH en sus,

Il s'agira d'un tarif moyen englobant toutes les catégories de main-d'œuvre, d'ingénierie et de travail de contremaître, ainsi que tous les frais généraux, la supervision et les bénéfices.

Le tarif d'imputation horaire de la main-d'œuvre demeurera ferme pour la durée du contrat et toutes autres modifications subséquentes.

E-2 Heures supplémentaires

Aucune heure supplémentaire ne pourra être facturée sans l'autorisation écrite préalable de l'autorité contractante, et uniquement dans le cadre des travaux supplémentaires autorisés.

Les taux d'heures supplémentaires sont les suivants :

Taux et demi : _____\$/par personne par heure

Taux double : _____\$/par personne par heure

Les heures supplémentaires seront calculées et payées comme suit :

Taux et demi : Taux et demi x tarif d'imputation

Taux double : Taux double x tarif d'imputation

E-3 Matériaux pour les travaux supplémentaires comprenant les modifications techniques ou de conception :

Pour la réalisation des travaux visant la fourniture de matériaux découlant de travaux supplémentaires autorisés, y compris des modifications de conception ou de portée des travaux, l'entrepreneur se verra verser le coût des matières directes définies dans la clause 1031-2 Principes des coûts contractuels, majoré de 10 %, TPS ou TVH en sus, selon le cas. À part la majoration de 10 %, aucuns autres frais relatifs à la fourniture de matériel, aux assurances, à la manutention, à l'entreposage et aux activités de cette nature ou de toute autre nature ne seront acceptés dans le cadre des travaux supplémentaires.

Le taux de majoration des matériaux s'appliquera également aux coûts des contrats de sous-traitance. Le taux de majoration comprend toutes les indemnités pour la gestion des matériaux et de la sous-traitance qui n'entrent pas dans le tarif d'imputation pour la main-d'œuvre. L'entrepreneur n'aura pas droit à une indemnité distincte pour l'achat et la manutention des matériaux ou pour l'administration de la sous-traitance.

Le taux de majoration pour les matériaux demeurera ferme pour toute la durée du contrat et les autres modifications s'y rattachant.

E-4 Prix d'embarcations gonflables à bateau et de remorque supplémentaires :

- a) Si d'autres fonds sont mis à disposition, Pêches et Océans Canada pourrait décider d'acheter jusqu'à 1 bateau et remorques supplémentaires construites conformément à l'EBT, **annexe A Énoncé des besoins techniques (Contrat)** et **annexe C – Questions des soumissionnaires et réponses du Canada (Contrat)**.
- b) Le Canada se réserve le droit de négocier le prix de l'option.
- c) Pour la livraison d'un bateau et d'une remorque supplémentaires (TPS/TVH et frais de transport exclus) : Un prix ferme de _____\$ (CAD)
- d) Pour la livraison de deux RHIB et deux remorques supplémentaires (TPS/TVH et frais de transport exclus) : Un prix ferme de _____\$ (CAD)

E-5 Option

1. Dans le cas où des fonds supplémentaires seraient débloqués, le ministère des Pêches et des Océans pourrait se prévaloir, en tout ou en partie, de l'option d'acheter jusqu'à 2 **bateau et remorque supplémentaires** construites conformément à l'EBT, annexe A et annexe D. Par conséquent, les soumissionnaires sont invités à proposer un prix pour la fourniture de ces navires supplémentaires.
2. Le prix indiqué pour l'option doit être ferme, demeurer en vigueur et ouvert à l'acceptation du Canada pendant une période d'un an après la livraison du premier navire. L'option proposée doit être conforme aux modalités de la présente DP.
3. L'option proposée ne sera pas considérée dans l'évaluation pour l'attribution d'un contrat en réponse

N° de l'invitation - Solicitation No.
F2441-170021
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F2441-170021

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID
XLV166
N° CCC / CCC No./N° VME - FMS

à la présente DP.

4. Dans cette DP, seule l'option proposée par le soumissionnaire retenu peut être considérée par le Canada.
5. L'option, si elle est incluse dans le contrat, en tout ou en partie, peut être exercée à la seule discrétion du Canada.
6. Le Canada se réserve le droit de négocier le prix de l'option.

ANNEXE – F – LISTE DE VÉRIFICATION DE L'OFFRE

Instruction aux soumissionnaires : Le tableau F-1 est une liste de vérification aux fins d'autovérification.

Tableau F-1 Liste de vérification du dossier de soumission**F1.1**

Indépendamment des exigences mentionnées ailleurs dans la présente demande de soumissions et dans l'Énoncé des travaux associé, voici les documents qui doivent être présentés avec la réponse avant la date et l'heure de clôture de la demande de soumission. Le soumissionnaire doit fournir tous les documents pour que sa proposition soit jugée recevable. **O** : Obligatoire avec la soumission, **48 h** : doit être fourni à l'intérieur de **48 heures** après la demande écrite, **5 ou 10 jours** : doit être fourni à l'intérieur de **5 ou 10 jours** après la demande écrite :

N°	Référence de la DP	Référence de la DP	Description	Période	Document fourni
	Page couverture	Page couverture	Demande de propositions document partie 1 page 1 remplie et signée;	O	<input type="checkbox"/>
	Partie 3	3.2	Section I – Soumission technique	O	<input type="checkbox"/>
	Partie 3	3.3	Section II – Soumission de gestion Option 1 ou Option 2	O	<input type="checkbox"/>
	Partie 3	3.4	Section III – Soumission financière – Annexe D – Feuille de présentation financière détaillée de la soumission	O	<input type="checkbox"/>
	Partie 3	3.3.13	Calendrier du projet	O	<input type="checkbox"/>
	Annexe H	Annexe H	Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation	O	<input type="checkbox"/>
	Partie 2	2.4	Lois applicables	48 h	<input type="checkbox"/>
	Partie 3	3.3.6 ou 3.3.14	Sous-traitants	48 h	<input type="checkbox"/>
	Partie 3	3.3.3 ou 3.3.12	<i>Système d'assurance de la qualité de l'entrepreneur</i>	48 h	<input type="checkbox"/>
	Partie 7	7.5.3	Représentant de l'entrepreneur	48 h	<input type="checkbox"/>
	Partie 6	6.3	Exigences en matière d'assurance	48 h	<input type="checkbox"/>
	Partie 5	5.2.3.1	Indemnisation des accidents du travail (lettre d'attestation)	48 h	<input type="checkbox"/>
	Partie 5	5.2.3.2	Attestation en soudage – soumission	48 h	<input type="checkbox"/>

F1.2 Exigences relatives aux produits livrables selon le contrat

Les renseignements suivants pourraient être demandés par l'autorité contractante, auquel cas ils devront être remis aux conditions énoncées dans le tableau ci-dessous après la demande écrite :

N°	Contrat	Article	Description	Période après l'octroi du contrat	Document fourni
Autres documents requis après l'attribution du contrat (rappel)					
1	Partie 7	7.15	Calendrier du projet	5 jours	
3	Partie 7	7.21	Certificat d'assurance	10 jours	

ANNEXE - G - de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Tel qu'indiqué à la clause 3.1.2 de la Partie 3, le soumissionnaire doit compléter l'information ci-dessous afin d'identifier quels instruments de paiement électronique sont acceptés pour le paiement de factures.

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;

ANNEXE - H - PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), dans le cadre de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté [l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC – Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)